

JANVIER - FEVRIER 1989  
20 F

# journal d'expressions libertaires

80

# IRL

INFORMATIONS REFLEXIONS LIBERTAIRES

Pierre Kropotkine

La  
Grande  
Révolution

1789-1989



CREONS LE DESIR  
DE NOUVELLES  
REVOLUTIONS

# S O M M A I R E

AH ÇA IRA..... page 3  
Moi Jeu ..... pages 4 et 5  
Nous irons voir la mer ..... page 6  
Pour l'éco-Féminisme ..... pages 7 à 9  
De la Société à la Négation de l'Individu/  
De l'Individu à la Négation de la Société..... pages 10 à 12  
**La Grande Révolution, de Pierre Kropotkine ..... pages 13 à 23**  
(Pour IRL)..... pages 24 à 26  
L'Algérie ou la Mort des Nôtres ..... pages 27 à 29  
Kanaky ou le Discours colonial ..... pages 30 et 31  
EST-INFO, la Rubrique des Totalitarismes ..... pages 32 à 34

**C**omme annoncée dans le précédent numéro, l'assemblée générale d'IRL s'est tenue le 16 décembre. Une vingtaine de personnes y ont participé. La discussion s'est portée, à notre grande surprise, plus sur les problèmes de l'ensemble du mouvement libertaire que sur ceux du journal. Nous avons remarqué que les personnes présentes reconnaissaient deux choses : IRL n'est pas la seule structure libertaire lyonnaise à traverser une crise ; le journal occupe une place spécifique et originale dans l'ensemble de la presse libertaire.

Le débat, de façon assez exceptionnelle en ce qui concerne les AG d'IRL, n'a pas été polémique, mais plutôt réfléchi. Le sentiment que nous en dégageons est que une vraie maturité commence à émerger des milieux libertaires et que, dans les confrontations qui sont nécessaires à son développement, IRL doit continuer à proposer à ses lecteurs et lectrices des textes susceptibles d'approfondir cette maturité.

Même si aucune décision définitive quant à l'avenir d'IRL n'a été prise, nous nous sentons encouragés dans notre effort. D'autant que certains des copains-copines présents ont manifesté un intérêt à participer ponctuellement à la rédaction ou à la fabrication de la revue.

Cet intérêt s'est manifesté aussi par un courrier important (que nous publions dans les pages 24 à 26) et par les réabonnements et les abonnements qui nous sont parvenus.

Nous avons pris la décision de tenir une réunion ouverte à tous ceux et celles qui souhaitent s'intéresser activement à IRL ou proposer une collaboration ponctuelle, après chaque parution du journal. La prochaine aura lieu le **mardi 7 février à 20 h 30 au local, 13 rue Pierre Blanc, 69001 Lyon.**

## R E V O L U T I O N N A I R E N O N !

Environ 150 personnes recevront, avec cet IRL, un bulletin de réabonnement :

- 84 parce que leur abonnement est déjà terminé
- 23 parce qu'il se termine à ce numéro
- 39 parce qu'il se terminera au prochain numéro.

Alors, si 150 personnes décidaient de se réabonner pour un an (90 francs), avec 10 francs de soutien (un chèque de 100 balles quoi!) :

100 F × 150 personnes = 15 000 F, de quoi éponger nos dettes !

Encore plus révolutionnaire ! 150 personnes se réabonnent pour deux ans (170 francs) avec 30 francs de soutien (200 balles!) :

200 F × 150 personnes = 30 000 F, et on peut voir venir .

Encore plus ..... Arrêtons-nous là, mais il faut bien rêver un peu.

J' ♥ IRL



AH ÇA IRA...

ECLAIREZ notre lanterne!  
SI vous êtes prêts à porter  
L'UNIFORME  
DE l'anarchiste *bien tempéré*, mais,  
NEANMOINS bien décidé à pratiquer  
DES formes d'actions  
QUI, ni aveugles ni prudentes  
PUISSENT encore avoir valeur d'exemple.  
FAISONS un pari!  
APRES deux cents ans,  
SANS compter les morts et  
LES drapeaux déchirés,  
SI vous et moi, sommes  
VRAIMENT sûrs de nous  
RETROUVER sur les prochaines  
BARRICADES.  
ECLAIREZ notre lanterne!  
SUR les chemins à parcourir  
DES demain,  
POUR ouvrir toujours davantage  
NOTRE boîte crânienne  
ET accueillir sans froid  
NI larme  
SUR notre peau, dans notre  
VIE, la tumeur du monde.  
ECLAIREZ notre lanterne  
SI vous avez des techniques de pointe  
POUR intervenir  
AVEC efficacité sur les problèmes  
DES hommes avec les femmes  
ET naturellement des femmes  
AVEC les hommes.  
MAIS épargnez-nous  
DE vous plaindre des Etats  
REPRESSEURS...  
DES patrons-saluds  
DONNEZ-nous les clés  
DU bonheur  
FRAGILISEZ nos certitudes  
ANCESTRALES  
ET faites retentir  
UN nouveau : ÇA IRA  
AU-DELA de cet éphémère  
BICENTENAIRE.

*Mimmo, 9/1/89*

# moi jeu...

**D'**abord, il y eut la raison. Il y eut le savoir. Ces deux instruments de lutte contre l'ignorance, contre la tyrannie, pour la libération, pour la liberté.

Mais il y a aussi le désir, la passion. Aussi l'imaginaire, le magique, le sacré.

Le tragique. L'utopie.

L'idéologie est de l'ordre de la raison, mais que doit-elle à l'imaginaire, au symbolique?

Et l'art, la création, l'imagination (fussent-ils libertaires) ne se nourrissent-ils pas de mythes. Ces mythes qu'exploitent si bien les sectes d'extrême-droite.

L'utopie libertaire n'est-elle pas quelque part mythique?

Il y a de l'irrationnel dans l'art (ou peut-être une autre rationalité?), mais il en existe aussi dans le nazisme. La physique nucléaire est magique quand elle sonde les limites de l'infini. Mais la magie n'est-ce pas aussi le chemin de la superstition, puis celui de l'aveuglement religieux, et du fanatisme intégriste?

En voilà bien des questions?

Je fais du théâtre depuis des années et il m'a pris le désir de savoir pourquoi j'en faisais, pourquoi en ai-je le besoin, le désir, et pourquoi je sentais que cette activité pouvait être en osmose avec une démarche politique de changement de société! Alors, j'ai beaucoup lu, beaucoup recopié ( et oui, on n'invente rien!), et utilisé ma mémoire. Et comme je me suis aperçu que je découvrais dans l'acte théâtral autre chose qu'une exaltation de mon intellect, je me suis trouvé confronté aux problèmes irréductibles des rapports «raison-imaginaire», «sacré-profane», «réflexion-intuition», «désir-volonté».

D'abord, je raconte une histoire:

Je participais à un stage de théâtre sur: «*le jeu d'acteur et le masque neutre*». L'intervenant nous a demandé de tenir un masque à la main, de telle façon que son «regard» soit dirigé vers le sol. Il s'agissait de faire monter le masque sans expression pour diriger son «regard» (deux trous vides) vers le public, une fois en le faisant rire, une autre fois en lui donnant l'expression de la tristesse. Il fallait trouver en soi cette intensité du rire ou

des larmes pour la donner au public par l'intermédiaire du masque. Cette intensité existe, il faut la trouver, nue, sans parasitage: et le masque rit ou pleure. C'est magique!

C'était magique. Rien de divin, ni d'extralucide. Seulement une communication, que à la fois nous pouvions comprendre, parcequ'elle ne s'installait que dans certaines conditions théâtralement définies ( nous ne pouvions donner de la vie aux masques que si nous les utilisions: corps détendu, regard non fuyant...).

Communication qui arrivait à notre cerveau, à notre raison critique (suffisant pour que nous puissions dire si oui ou non la communication passait). Communication et expression que tout le monde pouvait donner car chacun connaît l'intensité du rire et des larmes: il faut apprendre à l'envoyer à un public. Pourtant, cette communication restait un émerveillement, parceque nous étions touchés. C'était magique et intelligible. Il était possible de décortiquer chaque seconde, de l'analyser, et chaque seconde pouvait être un émerveillement.

De cette expérience, peut-être bien banale, j'ai essayé de chercher la substance de l'acte théâtral. Alors, j'ai lu, recopié, résumé. Voici le fruit: Accrochez-vous!

Mais qu'est-ce donc que le théâtre, et quel sens a-t-il?

Rendre son sens au théâtre, c'est restaurer l'illusion dans ses droits. La représentation actualise une présence en la répétant.

C'est donc un rite.

Toute représentation, image, concept, souvenir, est d'essence mentale.

L'art touche l'essence de la réalité, en ce qu'il donne corps à l'apparence.

Par l'art, le mental est donc amené au plan de la perception et le réel au niveau du mental. La représentation est à la fois image et concept.

L'imaginaire est réellement perçu et non rêvé, perçu comme illusion de la réalité.

C'est donc l'illusion qui est perçue comme telle, et non la réalité.

Au théâtre, la présence corporelle de l'acteur assure la médiation. Ce représentant du personnage n'assume son rôle que dans la mesure où il réussit à rendre le personnage présent en tant que représentation.

Telle est l'illusion théâtrale.

L'espace de cette illusion requiert, pour exister qu'un vide et une absence se créent à partir de notre présence, ( en tant que spectateur): une distance qui relie l'homme. Cette distance-absence est celle du personnage dans l'acteur, de la scène en elle-même et de l'image dans la réalité.

Moyen de communication entre les hommes, le théâtre est aussi un jeu sur la réalité du réel.

Il réalise la communication des consciences au plan de l'illusion.

On ne doit pas donner d'autre sens à la communication dramatique. Le théâtre est lieu, à la fois privilégié et original de l'intersubjectivité. Cette communication-communion est sa fin propre. On ne peut conclure qu'il débouche obligatoirement sur la fusion des âmes ou l'extase. Il est une pause de l'histoire, ou plutôt dans la lutte de ceux qui font l'histoire.

C'est au coeur du théâtre qu'éclate le temps du dévoilement des choses, sans recours à aucune magie, du moins pas à la magie fixée du sacré. Une magie qui ne cesse d'inventer, de renouveler et de comprendre ses rites. Ce n'est pas insulter ni la raison, ni la praxis, que d'invoquer un nouveau lieu d'accueil pour les forces du monde: rendre son sens magique à la réalité, restituer à chaque homme le pouvoir sacré de nommer chaque chose.

Voilà!

A toutes ces remarques, d'autres encore: d'abord la gageure d'un théâtre réaliste ou dit réaliste: rendre réelle une illusion, donc forcément gacher la force de celle-ci. Et puis, à cet instant, je suis tombé sur un os: Brecht. Il fallait quelqu'un qui introduise la raison dans le spectacle magique. Faire que chaque spectateur ait une attitude critique par rapport à l'action et qu'il ne se laisse pas dissoudre dans l'extase du sentiment ou du discours, mais qu'il se situe dans l'Histoire. Brecht nous donne « non une oeuvre achevée en elle-même, reflétant une vision du monde close et établie une fois pour toutes, mais une méthode de représentation critique de notre réalité, grâce à une technique et à un langage spécifiquement théâtraux»(1)

volonté sont coupées l'une de l'autre et hors d'état de connaître et d'agir sans appauvrir le réel. La fête et l'utopie reposent sur la même démarche: vouloir ce désir là: assumer « la quantité de réel qui est dans ce que les hommes nomment impossible » (Hugo) ou bien « soyons heureux, demandons le possible » (Mimmo).

Le désir est le besoin devenu conscient. Le besoin de fête est là. Il éclate dans la morosité de la vie quotidienne. Le problème est donc moins de réinventer la fête que d'en créer le désir. Mais pour créer le désir, il faut un théâtre désirable: magique et intelligible, donc populaire, donc théâtral.

La question « comment changer la société » tend à se confondre avec celle « comment réamorcer le désir de fête ».

Et où donc le théâtre peut-il naître, si ce n'est dans la cité? Il est temps de pratiquer le municipalisme libertaire.

Il est temps de se frotter idéologiquement à ce à quoi se sont frotés nos regrettés (!) communards anarchistes (qu'on héroïse au point d'oublier qu'ils furent des militants aux prises avec des questions idéologiques des plus complexes; on a gardé le mythe de leurs fusils, et si on cherchait celui de leurs paroles?). Reparlons de démocratie directe, de mandat impératif, de tourniquet, argumentons sur les problèmes du parlementarisme, de la spécialisation des tâches, du fédéralisme, de l'Etat (la question est elle réglée? mon oeil!). Au coeur de cette cité à faire revivre, reparlons de magie, de désir et de fête: faisons du théâtre.

Il faut reconsidérer le théâtre comme service public, comme le rêvait Jean Vilar: un service public, c'est-à-dire le contraire d'un supermarché (sponsoring), d'une école du soir, d'une action-guerrilla et d'une messe noire. En s'organisant, le public esquisse l'image de la cité à venir, il en crée l'exigence.

Il faut donc que la fête s'institutionnalise de façon dynamique, sans absolu.

Toute fête tend vers un paroxysme, moment épiphanique générateur d'enthousiasme et d'extase: le sacrifice dans la fête religieuse, l'entrée du prince dans la fête de cour, l'apparition et la parole du Führer dans la fête nazi.



La parole du spectateur est appelée, mais celle-ci n'intervient pas dans le théâtre même. « Le théâtre ne change rien au monde. Il peut seulement nous faire prendre conscience de la nécessité de le changer ». Non pas en se contentant de dire l'impossibilité d'établir un lien entre l'existence quotidienne (théâtre de l'absurde), mais en soumettant « cette impossibilité apparente au spectateur pour qu'il la résolve, lui, dans les faits ».

« Brecht voulait faire du spectateur l'acteur qui achèverait la pièce inachevée, mais dans la vie réelle ». (2)

Cette dernière citation est, sans doute, une schématisation simpliste du rapport du théâtre à la vie réelle, n'empêche que Brecht a défini avec précision cette activité du spectateur, au niveau mental. Tout ceci souligne la fragilité et la complexité de l'acte théâtral: pour qu'il y ait communication, il faut l'acteur médiateur et sa technique, il faut que quelqu'un pense et ait pensé la proposition (3): ainsi il y aura communication magique et intelligible et donc action mentale véritable du spectateur. Ceci remet en question la valeur accordée au spontanéisme théâtral, ou, surtout, à une quelconque intuition théâtrale.

Le théâtre est une fête magique et une véritable action mentale. Mais pourquoi en ai-je tant besoin, ou tant le désir?

Je suis un désir en miettes.

Nous sommes là et d'autant plus encombrés de nous-mêmes que vidés de sens.

Notre société me laisse seul avec mon désir. Cherchez la vie collective, elle n'existe nulle part, sauf là où je fais du théâtre.

L'individu ne pense plus, ne veut plus: il désire... et encore. On charge son désir de la dernière automobile, le magnétoscope...

Et pourtant VOICI L'ESPOIR POUR LES ANS 90: que l'homme n'ayant pas d'autre choix, assume son désir. Le point où l'apocalypse peut s'inverser en apothéose. Réduit à son être de désir, même émiétté, l'homme revient à son être primordial ( mais pas n'imprte lequel, pas ce batard pseudo-naturel, qui avance à l'intuition, ce mythe du bon sauvage dans son ethnie perdue qui vit heureux en sentant le vent et en fumant la pipe. Cet être qui vit sous la tutelle de l'Etat (oh! le béni) mais avec une cascade de superstitions et autres abominables frontières spirituelles): qu'est-ce que le désir sinon l'unité du savoir et du vouloir, ou plutôt ce qui doit éclater pour que surgissent la raison et la volonté dont le sujet a fait ses facultés souveraines.

Sans ce désir là, raison ( et oui, il ne faut pas cesser de s'en servir, de celle-là, devant une réalité de plus en plus complexe, parceque de plus en plus connue. Savoir la décrypter pour savoir par quel bout la prendre) et

Quand il manque, la fête cherche son paroxysme ailleurs, dans l'orgie, la destruction généralisée, le pogrom ou la guerre. C'est alors que le théâtre, s'installe. Il prend la place du sacrifice, il maintient et abolit le sacré, il le dépasse en unifiant raison et magie. La représentation théâtrale devient le paroxysme de la fête et sa résolution. C'est elle, et elle seule, qui sauve la fête de tomber dans la violence ou dans l'insignifiance, sans l'obliger à recourir au sacré primitif. C'est le moment où le théâtre remonte de très loin, comme quelque chose de fondamental à l'homme. En trouvant son personnage, l'homme s'installe dans l'être. Acteur de soi, il se contemple du dedans et se voit dans le regard de tous.

Il faudrait un autre article pour parler de cette découverte de soi et des autres dans l'apprentissage du comédien, de cette découverte et exploration du temps et de la mémoire. Des gens m'ont dit : « Quand nous serons heureux », nous ne ferons plus de théâtre, nous vivrons, nous vivrons l'instant.

Peut-être n'est-ce pas sûr.

Parce qu'il y aura la mémoire, à savourer, à faire vivre, à imaginer. Même dans la société dont nous rêvons il y aura le théâtre. Il résoudra la douleur sans la supprimer. Quelque chose comme ça.

En résumé, raison et magie dans la cité. Fête du désir et de l'intelligibilité. Plus de musique punk sans musique, plus de drapeau noir sans couleurs. Vive les bibliothèques et les librairies. Plus de révolution sans maquillage. Face à l'intégrisme, de la magie. Bref, le temps de la Raison Ardenne (Apollinaire).

Christophe



#### NOTES

1) Bernard DONT- *Seuil* 1971.

2) Louis ALTHUSSER 1965.

3) Ou plusieurs personnes; il faudrait ici parler de la création collective.

#### BIBLIOGRAPHIE

(Ou livre que j'ai abondamment pillés.)

Alfred SIMON *Les signes et les Songes*, Seuil 1976.

Bernard DONT *Théâtres essais*, Point Seuil 1986.

George BANU *Mémoires de théâtre Acte Sud*.

Peter BROCK *l'Espace vide*, Seuil.

## nous irons voir la mer

*Si je devais émettre un vœux, je ne voudrais ni richesse ni puissance, mais la passion du possible, l'œil qui toujours jeune, toujours brûlant, découvre partout le possible. La jouissance déçoit, non le possible.*

Kierkegaard (Ou bien... ou bien

**N**ous irons voir la mer. Depuis si longtemps, si longuement, ce voyage aura été attendu, espéré, préparé.

Il condensera tous nos espoirs vaincus ou inaboutis. Il sera fait de nos efforts déçus et de nos attentes les plus folles.

Nous aurions imaginé une mer soulevée de tempêtes, balayant de ses vagues et de sa puissance nos hésitations et les obstacles qui les renforcent et qu'elles renforcent. Nous aurions attendu d'elle qu'elle nous bouleverse, qu'elle nous jette violemment au sol et, l'instant d'après, nous soulève à ses sommets et aux nôtres. Qu'elle nous fasse perdre un équilibre auquel nous nous serons tellement habitués que, devenu indispensable, il ne sera plus qu'un carcan. Qu'elle nous aveugle d'une vérité que jusque là nous pressentions seulement et dont nous crèvisions, lorsque faute de pouvoir la hurler, elle nous emplissait le corps et le cœur jusqu'à nous étouffer. Nous aurions attendu qu'elle nous délivre un univers nouveau, régénéré que nous sentions là, tout proche, plus vrai que ce que l'on nous avait habitué à nommer réalité et qui n'était qu'une représentation fade.

Immensément, nous serions déçus. Nous ne trouverons, là où nous aurons mis tant d'exaltation, qu'une étendue molle et huileuse, privée de sens, et jonchée de détrit-

Un découragement bien connu nous envahira alors.

Mais c'est à l'instant de ce découragement que nous glissant en lui, et laissant notre regard se poser sur la réalité des choses, nous serons saisis tout entier d'un émerveillement que nous n'attendrons plus et qui, par surprise, s'emparera de nous.

Cet émerveillement viendra peut-être d'abord d'une chose minuscule que, dans un premier temps, nous n'aurons pas distingué dans la désol-

ation ambiante, une goutte isolée et scintillante, un grain de sable, une herbe perdue; une infinité variée de fatalités, toutes différentes, et toutes complémentaires. Chacune de ces choses, chacun de ces éléments ne prendra son sens, ne mettra en valeur sa richesse que par sa position et les reflets qu'il tiendra des autres.

Nous éprouverons alors la nécessité de nous imprégner de cette richesse et de cette multitude d'objets

uniques. Dans le même instant, nous ressentirons en nous la richesse de la multitude de nos émotions vibrantes et, de même, la richesse possible de tous ceux qui seront auprès de nous, ou que nous croiserons par haserd.

Cet enthousiasme que nous imaginions et dont nous attendions qu'il nous prenne tout entiers, nous apparaîtra alors bien dérisoire et artificiel.

C'est de tout autre chose qu'il s'agira maintenant. Nous reconnaitrons cet infini de sensations et de possibilités et saurons qu'il aura toujours été nôtre, capable de nous bouleverser et de transformer le monde qui nous entoure.

L'enthousiasme, donc, loin de nous saisir d'ailleurs, viendra du plus profond de nous, de notre vie même qui nous baigne et baigne ce qui nous environne.

Ce sera comme une découverte subite qui nous fera découvrir des paysages aux horizons infinis. Ils étaient là, tout proches, à notre

portée; notre regard suel voulait les ignorer et se les masquait. Pour que s'ôte ce masque, il avait fallu que nos yeux se portent sur une eau qui ne pouvait nous renvoyer en miroir ce que nous étions déjà: lâches et généreux, solitaires et multiples, impuissants et riches de possibles innombrables.

Alain

# Pour l'écoféminisme



par Ynestra King

Personne ne peut ignorer la menace qui plane sur la vie et la terre: la déforestation du monde entier, la disparition de centaines d'espèces vivantes et les atteintes au patrimoine génétique par les poisons et les radiations nous guettent. Il y a aussi des atrocités biologiques uniques dans la vie moderne - le virus du sida, le risque de maladies encore pires dues aux mutations génétiques, les conséquences catastrophiques d'accidents comme Bhopal ou Tchernobyl. La pénurie alimentaire et les famines continuent d'être endémiques, les cultures commerciales servant à payer les dettes et non à nourrir les gens; les animaux sont torturés par les laboratoires cosmétiques et pharmaceutiques; les armes d'anéantissement s'entassent... La part de gâteau que les femmes viennent à peine de goûter grâce au mouvement féministe est pourrie et cancérigène; nos théories et nos politiques féministes doivent tenir compte de tout cela: nous ne pouvons nous borner à réclamer la place dans la société qui nous a été déniée. Quel sens y a-t-il à partager une égalité dans un système qui nous tue ?

La crise écologique actuelle exige certes que les féministes prennent l'écologie au sérieux, mais l'écologie est aussi une dimension centrale du féminisme pour d'autres raisons. La crise écologique fait partie d'un système de haine de tout ce qui est naturel et féminin de la part des porte-parole de la philosophie, de la technologie et des techniques de mort, qui sont des hommes blancs occidentaux. J'affirme que le dénigrement systématique de la classe ouvrière, des gens de couleur, des femmes et des animaux est lié au dualisme fondamental qui est à la racine de la civilisation occidentale. Mais cette conception hiérarchique prend son origine dans la société humaine. Elle a ses racines matérielles dans la domination de l'homme par l'homme,

en particulier des femmes par les hommes. Je ne peux pas parler au nom des luttes de libération des peuples de couleur; mais pour ce qui est du féminisme, de l'écologie, des mouvements contre le racisme et pour la survie des populations autochtones, leurs buts sont liés et leurs luttes doivent se mener en commun dans un mouvement mondial pour la vie.

A la base de la société occidentale, il y a une profonde ambivalence quant à la vie même, quant à notre propre fertilité et à celle de la nature humaine, et une confusion terrible sur notre place dans la nature. Comme le démontre l'oeuvre de Murray Bookchin, la nature n'a pas déclaré la guerre à l'humanité, c'est l'humanité patriarcale qui a déclaré la guerre aux femmes et à la nature vivante.

## ***La question de la nature pour le féminisme***

Dès ses débuts le féminisme a dû s'affronter au problème de la projection des idées humaines sur la nature: l'idée que se font les hommes de la nature est devenue loi naturelle, et a servi à renforcer les idées que les hommes se font des femmes. L'idée que les femmes ont des liens privilégiés avec la nature a servi à opprimer les femmes dans les sociétés occidentales; les féministes se sont inquiétées à juste titre de pareilles théories, qui peuvent être un déguisement du déterminisme biologique. En même temps les écologistes renforcent l'idée de la relation entre humanité et nature pour montrer les dangers que la maîtrise de l'homme sur la nature fait courir à la vie sur la terre. Certaines féministes estiment que le projet féministe devrait consister à libérer la nature des hommes plutôt que de libérer les femmes de la nature.

Il faut alors que nous cherchions à comprendre ce que signifie pour les femmes le fait d'avoir été représentées comme plus proches de la nature que les hommes, dans une culture dominée par les hommes et qui se définit par son opposition à la nature. Je vais passer en revue les idées de différents courants féministes sur le dualisme entre nature et culture, et montrer comment le débat capitule devant une fausse opposition produite par le dualisme patriarcal. Puis je dirai comment je vois le dépassement de cette division, une prise en considération sérieuse de l'écologie qui exige de nouvelles recherches théoriques, une épistémologie fondée sur des modes de connaissance non instrumentaux. Cela exige de reformuler, et non de répudier, la raison et la science. De nouvelles formes politiques naissent de l'impératif anti-dualiste, écoféministe, liant entre elles des cultures différentes, liant la destinée des êtres humains à l'avenir de la vie sur notre planète.

## ***Le féminisme radical et ses racines patriarcales: embrasser ou répudier la nature ?***

Pour les féministes radicales, la domination des femmes par les hommes basée sur la biologie est la racine de l'oppression. La nature est donc leur catégorie centrale d'analyse. La subordination des femmes dans la société serait la racine de toute oppression humaine - c'est de là qu'elles prennent leur nom de radicales.

Cette différence tient à la différence biologique. Le patriarcat précéderait donc toute autre forme d'oppression et d'exploitation. Les hommes identifient les femmes à la

nature et cherchent à les mettre au service de projets mâles destinées à les protéger de la nature et de la mort. Si nous nous débarrassons du patriarcat, toute autre forme d'oppression sera donc détruite aussi. Mais deux écoles se distinguent sur le lien entre femme et nature: est-ce par là que s'obtiendra l'émancipation ou est-ce la base rationnelle de la subordination ?

Pour les «féministes radicales rationnelles», c'est cette dernière position qui vaut. La liberté, c'est se libérer du règne de la nature qui emprisonne les femmes dans un ghetto. La clef de l'émancipation des femmes, c'est la dissociation d'avec la nature, la suppression du ghetto, du royaume de la nécessité; ce en quoi elles se rapprochent des féministes libérales.

Elles déplorent le fait que les féministes se réapproprient la cause écologique, elles y voient une régression qui renforce les stéréotypes sexuels. Selon elles, il ne faudrait rien faire qui restimule les idées traditionnelles sur les femmes. Nous avons enfin gagné l'accès à des bastions mâles grâce aux outils politiques du libéralisme et à la rationalisation de la vie humaine.

Pour Simone de Beauvoir, le féminisme radical rationnel est la version que les féministes socialistes peuvent le mieux intégrer au matérialisme historique marxiste; l'identification femme/nature serait une idéologie mâle, un outil de l'oppression dont il faut se défaire.

L'autre courant, aux théories et stratégies opposées, c'est le «féminisme radical culturel». Les féministes culturelles refusent d'oblitérer la différence entre femmes et hommes et choisissent le camp des femmes, qui est aussi le camp de la nature non humaine.

Le féminisme culturel souligne les différences plutôt que les similarités entre hommes et femmes. Il célèbre l'expérience du «ghetto féminin», source de liberté et non de subordination. Ces féministes ont essayé de créer une culture féminine séparée, et ont été les premières à parler de l'identification des femmes avec la nature et du féminisme avec l'écologie. La force de ce courant tient à son

identification profonde avec les femmes. Il ne s'agit pas d'entrer dans la culture mâle mais de la mettre au défi par la célébration des femmes, des liens entre femmes et nature: dans la musique, l'art, la littérature, la poésie, les communautés. Parmi elles les lesbiennes ont développé une culture politique très présente, permettant aux femmes de vivre toute leur vie parmi des femmes.

Depuis une dizaine d'années on a vu apparaître un courant «féministe spirituel», un pot pourri de croyances et de pratiques avec une Déesse immanente (par opposition à un Dieu transcendant) C'est là qu'on trouve, aux Etats-Unis, beaucoup de femmes de couleur qui ont l'expérience d'oppressions multiples, préoccupées de la survie de la personne comme de la survie de la planète. C'est un mouvement qui n'a pas de dogmes particuliers mais qui célèbre la femme et ses liens avec toutes les formes de vie, qui souligne la suprématie de l'entraide sur la concurrence et l'unité organique de la planète.

### ***L'écoféminisme: les raisons du coeur***



Les femmes ont été le sacrifice de la culture à la nature. Le sacrifice humain pour apaiser une nature menaçante est une vieille coutume. Ainsi certaines féministes s'opposent à l'association de la femme avec la nature pour résister à cette mentalité du sacrifice, et mettent l'accent sur la dimension sociale de la vie des femmes. Les activités féminines ont été représentées comme non sociales, comme naturelles. Le féminisme a entre autres affirmé que ces activités sont sociales. Donner naissance, c'est chose naturelle (même si cela se passe de façon sociale) mais le maternage est une activité sociale. En élevant leurs enfants, les mères doivent faire des choix éthiques aussi difficiles que ceux des politiciens et moralistes professionnels. Les femmes (et les féministes) continuent de remplir ces tâches, mais elles doivent reconnaître et résoudre différemment le problème du lien entre

l'humanité et la nature. Dans notre mythologie de la complémentarité, hommes et femmes ont suivi des voies divergentes: les femmes ont des sentiments, vivent d'instinct, les hommes sont engagés dans des projets éclairés par la raison. Le féminisme a montré que c'était un mensonge, et c'est pourquoi il a insisté sur la nature sociale, sur le sens social de la maternité.

Mais de même que les femmes refusent d'être sacrifiées, la nature aussi se révolte contre la domination humaine: c'est la crise écologique. Une résistance au féminisme contemporain provient du fait qu'il correspond au retour du réprimé, à la résurgence de ce que les hommes avaient mis de côté pour créer une culture dualiste fondée sur la domination de la nature. Aujourd'hui la nature revient au centre des choix politiques et sociaux que doit faire l'humanité.

C'est comme si les femmes étaient détentrices de ce secret honteux, que l'humanité provient de la nature non humaine en se formant en société, dans la vie de l'espèce et de la personne. Elever un nourrisson non socialisé, indifférencié, pour en faire une personne adulte, c'est faire le lien entre la nature et la culture. Le sujet mâle bourgeois occidental s'extrait du règne organique pour devenir un citoyen public, comme s'il était issu de la cuisse de Jupiter. Il se débarrasse de ses jouets d'enfant. Puis il ôte tout pouvoir à sa mère pour ne conserver avec elle qu'une relation sentimentale, la sacrifiant ainsi à la nature. Le passage à l'âge adulte du sujet mâle répète le drame de l'émergence de la cité et de l'Etat, qui devient possible par le bannissement de la mère – et, avec elle, du monde organique. Mais en fait les activités traditionnelles des femmes, activités de médiation et de transformation – le maternage, la cuisine, les soins, la récolte, le jardinage – sont des activités aussi sociales que naturelles.

Un féminisme écologique doit donc forger une théorie et une pratique anti-hiérarchiques, anti-dualistes. Aucun autre courant féministe ne peut le faire. Nous ne voulons pas succomber au nihilisme, au pessimisme, à la fin de la raison dans

l'histoire: nous voulons au contraire entrer dans l'histoire, faire admettre une pensée éthique, où chacun utilise l'esprit et l'histoire pour réfléchir à ce qui est et à ce qui doit être, pour réconcilier l'humanité avec la nature. Voilà le point de départ de l'écoféminisme.

Toutes les théories féministes contemporaines, libérale, socialiste, culturelle, ont eu à examiner la question de la relation entre les femmes et la nature. Chacune à sa façon a capitulé et est revenue à une réflexion dualiste: la réconciliation avec la nature opposée à la reddition à une forme de déterminisme biologique. Le féminisme culturel fait entrer la nature dans le social; le féminisme socialiste dissocie le social du naturel: ce sont deux aspects du même dualisme, et tous deux commettent l'erreur d'avoir fait un choix entre nature et culture. Je crois que c'est un faux choix, qui ne peut mener qu'à de mauvaises politiques et à de mauvaises théories. Nous avons besoin d'une nouvelle manière, dialectique, de penser notre relation à la nature pour réaliser toute la signification et tout le potentiel du féminisme, un féminisme écologique social.

Le «constructionnisme» social abstrait, sur lequel repose le féminisme socialiste, aboutit à une personne rationalisée, dénaturée, totalement déconstruite. Mais c'est en même temps le courant anti-sacrificiel, qui insiste sur le fait que les femmes sont des êtres sociaux, dont le travail traditionnel est aussi social que naturel. Cette fidélité aux aspects sociaux de la vie des femmes fait du féminisme socialiste une contribution essentielle à l'écoféminisme.

Il revient à l'écoféminisme d'interpréter la signification historique du fait que les femmes ont été situées sur la ligne de division biologique, là où l'organique devient social. Il revient à l'écoféminisme d'user de cette subjectivité médiatisée pour guérir un monde divisé. La domination sur la nature a son origine dans la société, et doit donc se résoudre dans la société. C'est la femme comme agent historique, et non comme produit d'une loi naturelle, qui est le sujet de l'écoféminisme.

Mais la faiblesse du féminisme

socialiste, de son économisme et de sa théorie de la personne, est chose grave. Un féminisme écologique demande une théorie de la personne (homme ou femme) dynamique, évolutive, qui provient de la nature, qui n'est ni réifiée ni ignorée, et qui comprenne la relation continue entre nature humaine et nature non humaine.

Le socialisme dénie à la personne les dimensions qualitatives de la subjectivité, et c'est ainsi qu'il n'a pas de base politique. Mais à leur tour beaucoup de tenants du féminisme culturel ont éludé la question du politique, la question du pouvoir: pour ce courant, le pouvoir attribué à chacun est en soi un agent suffisant de la transformation sociale.

Tant le féminisme que l'écologie reflètent la révolte de la nature contre la domination humaine. La théorie écoféministe part de l'analyse des dominations entrecroisées de la nature, humaine et non humaine, et de la position historique des femmes par rapport à ces formes de domination.

La pratique n'attend pas la théorie – elle naît des impératifs de l'histoire. Les femmes sont les porteuses révolutionnaires de ce potentiel anti-dualiste du monde actuel. Outre l'impact énorme que le féminisme a eu et a sur la civilisation occidentale, les femmes ont été aux premiers rangs de tout mouvement historique et politique pour retrouver la terre.

En tant qu'écoféministes, nous avons besoin d'un idéal de liberté qui ne soit ni anti-social ni anti-naturel. Nous n'en sommes plus à un rousseauisme qui jette par dessus bord les chaînes pour revendiquer notre nature libre, si pareille chose a jamais existé. Savoir que les femmes n'ont

pas toujours été dominées et que la société n'a pas toujours été hiérarchique donne une forte inspiration aux femmes d'aujourd'hui, à condition que cette société ne soit pas représentée comme un «ordre naturel» hors de l'histoire, auquel l'histoire nous ramènerait forcément.

Dans une perspective écoféministe, nous faisons partie de la nature, mais il n'y a pas de bonne ou de mauvaise nature, de nature libre ou non. Nous sommes potentiellement libres dans la nature, mais en tant qu'êtres humains: la liberté doit être créée délibérément, par notre compréhension du monde naturel dont nous faisons partie d'une manière non dominatrice. C'est pourquoi nous devons comprendre différemment la relation entre la nature humaine et non humaine et le rôle de l'évolution. Il nous faut pour cela une théorie de l'histoire, où l'évolution naturelle de la planète et l'histoire sociale de l'espèce ne soient pas séparées. Nous provenons de la nature non humaine comme l'organique provient de l'inorganique.

A ce point de l'histoire, la domination de la nature est inextricablement liée à la domination des personnes, et c'est ces deux questions qu'il nous faut affronter, sans chercher la «contradiction première», le point d'Archimède nécessaire à la révolution. Ça n'existe pas. Et on ne peut pas libérer les gens si la planète ne peut subvenir à leurs besoins de personnes libérées, ni sauver la planète sans égard pour l'existence humaine, précieuse non seulement pour nous mais pour toute la vie sur la terre.

(extraits d'une contribution au colloque *Anarchica, réflexions sur l'inégalité sexuelle*, Lyon, octobre 1987)



# DE LA SOCIÉTÉ A LA NEGATION DE L'INDIVIDU DE L'INDIVIDU A LA NEGATION DE LA SOCIÉTÉ

**P**our que les hommes et les femmes soient heureux et heureuses dans une société, il faut qu'ils et elles en acceptent le principe, qu'ils et qu'elles soient convaincu(e)s de sa nécessité. C'est la pédagogie qui accomplira cette tâche, c'est elle qui intégrera les hommes et les femmes à la société. Tout le monde à recours à elles : les parents pour se faire respecter, l'Etat pour avoir des sujets fidèles, les dirigeants pour avoir de bons collaborateurs, les patrons pour avoir de bons ouvriers, les institutions pour sauver les valeurs traditionnelles.

Nous sommes produits pour la collectivité. L'illusion de la procréation désintéressée est néanmoins tenace. L'école se chargera de détecter l'aiguillage qui nous conduira vers telle ou telle spécialisation. La pédagogie est conservatrice. Son objectif est de former les enfants et les adultes en fonction de ce qu'on attend d'eux pour assurer la permanence des institutions, des pouvoirs, des valeurs. Considérées de bout en bout comme les rouages inséparables et complémentaires de la mécanique qu'est la société, nos individualités sont broyées avec la bonne conscience de l'insertion via la productivité.

Et attention à tout faux pas, à toute déviance : l'arsenal répressif de l'Institution sociale veille au grain, aidé et relayé par le contrôle social que nous nous exerçons les uns les autres, les uns les autres. Catapulté(e)s malgré nous dans cette réalité sociétaria, nous ne tardons pas à l'encenser et à la défendre, persuadé(e)s que nous sommes de son bien-fondé.

La réalité est faite de telle sorte qu'il est toujours plus dur de rechercher la liberté pour soi et pour les autres que de continuer tranquillement à être des pions. Et pourtant, les pions peuvent penser si ils le veulent.

J'ai tout pour être heureux dans la société où je vis actuellement ; je suis un humain, un homme, un blanc, un adulte, et je n'ai pas de gros handicaps physique. Je pourrais sans trop de problèmes me « faire ma place » et envier ceux qui sont en dessus de moi en écrasant ceux qui sont en dessous. Cela me paraît très facile, tout autour de moi me pousse à ce destin que l'on m'a tracé « pour mon bien ». je suis un particulier privilégié de la société, sous-entendu un pion auquel on a conféré (de par mon espèce, mon sexe, ma couleur, mon âge...) une certaine valeur. Ce n'est pas moi en tant qu'individu, pas moi en tant qu'être singulier qu'on regarde et qu'on juge, c'est ce à quoi je me rattache. Je n'existe pas, je sers, complète ou produit. Tout comme chacun. Si je vis, alors je remplace ou me rajoute ; si je meurs, alors on me remplace ou me déduit. Je suis une boîte de conserve dans une épicerie, je suis un animal dans un troupeau, je suis une unité dans un groupe.

Le texte de loi parle de citoyen, l'école d'écolier, les syndicats et les patrons de travailleur, etc. Ce n'est pas l'individu qu'ils décrivent, c'est le composant, l'unité de base de tel ou tel groupe. Et dans tout groupe il n'y a pas d'individus, il n'y a qu'un amas de personnes (du latin persona : masque) c'est-à-dire des unités vidées de toute singularité « pour le bien de tous ». cet amalgame entre « bien » individuel et « bien » collectif est entretenu par la maxime « la liberté s'arrête là où commence celle des autres ». Cette maxime part du fait que sans limites nous serions conduits à ne privilégier que nous-mêmes et cela en TOUT ; dans un langage plus direct on pourrait dire que sans lois, sans normes, nous serions obligatoirement égoïstes.

Et cela paraît évident pour beaucoup. De la même façon il paraît

évident aujourd'hui de subir sans broncher le travail salarié sous prétexte qu'il y a peu de travail. Sous prétexte qu'il y a peu de liberté on devrait se contenter de préserver le peu qu'on en a pour ne pas perdre complètement... Préserver ses acquis.

La société nous dit que nous sommes irresponsables et nous la croyons. Le mythe de l'individu mauvais et du groupe bon est entretenu au nom de la rentabilité, de l'efficacité, de l'harmonie.

Je dis individu, on me répond égoïsme. C'est l'histoire du mot qui gêne et qu'on éloigne de son sens pour mieux le réduire. En effet, considérer l'individu comme fin et non comme un moyen seulement, détruit l'idée même du groupe : si les individus ne sont pas pour et au groupe, ils sont donc à eux-mêmes, ils existent. Quand je regarde telle personne, je la vois, elle, et non le groupe qu'elle est censée représenter. Il me paraît illogique et aberrant de croire qu'en partant de l'individu on cherche à institutionnaliser l'égoïsme. Si je sais que j'existe, pourquoi dirai-je que les autres n'existent pas ?

Actuellement nous ne sommes rien, nous sommes une partie d'un TOUT : l'égoïsme, en tant que non-reconnaissance des autres, est institutionnalisé. Nous ne voyons pas des individus, nous voyons les groupes auxquels ils appartiennent. La « réussite sociale » n'est qu'une série de bonds, à coups de conforme et de norme, d'un groupe à un autre.

Comment pourrait-on réellement reconnaître chacun si l'on ne se reconnaît pas soi-même, si l'on n'est pas reconnu par les autres ?

Je ne veux pas une autre société, je veux l'abolition de toute société. Tout projet de société porte dans ses prémises les germes de l'aliénation, du sacrifice, de l'étouffement de tout être. La question n'est pas de choisir

entre le groupe ou l'isolement: le groupe inclut forcément l'isolement. L'isolement est rarement voulu, il est au contraire conditionné par les autres qui ne nous acceptent pas parce qu'ils s'acharnent à défendre des lois sans écouter nos critiques. Alors on nous parle d'intégration ou d'exclusion, on nous dit d'aller vivre et penser ailleurs parce que nous ne sommes pas d'accord, que le groupe c'est sérieux et qu'il ne saurait donc accepter des critiques.

Vivre en groupe, c'est se mettre d'accord sur des règles, des lois, des normes qui sont censées ne léser personne. Cela paraît simple, banal, normal. C'est justement ce qui est atroce: les individus, pour être ensemble vont d'eux-même s'automutiler pour une vague harmonie qui devrait en découler. Trop imprégnés du même schéma de raisonnement, les sociétaires ne soupçonneront pas l'antagonisme fondamental entre se mettre d'accord et être d'accord (ou pas d'accord). Le groupe ne représente aucun individu, il est justement issu de la non-reconnaissance des individus.

Une loi, fusse-t-elle discutée et proclamée par tous, reste quand même une loi. Une loi de trop. Poser des lois est une solution de facilité. Il est plus facile de se reposer sur un règlement que de vivre la constante remise en cause qu'implique la reconnaissance de chacun. Poser des lois est le constat d'un échec. Echec de ne pouvoir vivre ensemble sans barrières.

Les personnes s'autoproclament «réalistes» trouveront ce constat navrant (et encore!) mais... «que voulez-vous, c'est la vie». Ce genre de phrases «évidentes» me dégoûte. Les lois, les barrières ne sont évidentes que pour ceux qui les acceptent ou les soutiennent. Il y en a assez de cette peur et de cette ignorance que l'on entretient, incapables que nous sommes de critiquer le mythe de la nécessité de la société. Si le fait de vivre impose des contraintes diverses et nombreuses, il ne faut pas oublier qu'il y en a pas mal qui peuvent être supprimées. Parmi elles, une des plus importantes — parce que la clé de voute de toute oppression — la société.

Les défenseurs de la société ont dû être bien emmerdés de constater que malgré tous leurs efforts pédagogiques les individus ne sont pas (tout à fait) identiques. Alors ils ont tourné la difficulté en édictant que nous étions «égaux mais différents». Sous-entendu, nous sommes tous pareils mais il y a différentes manières d'être pareils. Evidemment, ça nous laisse peu de marge pour être nous-mêmes (!).

Nous ne sommes pas libres parce que nous ne pouvons pas être nous-mêmes, parce que nous ne sommes pas nous-mêmes, c'est-à-dire singuliers. Toute convention sociale, toute loi, norme (et mots de ce style) est un

enfermement. En cautionnant la société, on ne peut qu'aliéner l'individu, tous les individus.

On aura mal compris mon propos si on a interprété ce texte comme étant exclusivement une critique de la société capitaliste. C'est une critique de l'idée même de la société. Toute socialisation est une normalisation des êtres. On peut, à ce sujet, remarquer que (souvent) dans les cercles anarchistes, des normes apparaissent dès que le fameux consensus se fait trop attendre. Et si au lieu de considérer la société comme un «mal

nécessaire» on lançait des pistes de réflexion hors de toute idée sociétaire (donc autoritaire) ?

**Martial**



On m'excusera de ne pas avoir trop gêné la compréhension de ce texte en ne complétant pas systématiquement par le féminin l'accord des phrases. Pour me contacter écrivez à IRL qui me transmettra.

## O B E I S S A N C E E T C O N F O R M I S M E

**O**béissance et conformisme se réfèrent tous deux à l'attitude de l'individu qui abandonne à une source externe l'initiative de son action, mais ils présentent des différences importantes.

L'obéissance à l'autorité survient à l'intérieur d'une structure hiérarchique dans laquelle l'auteur de l'action estime que la personne placée au-dessus de lui a le droit de la lui prescrire. Le conformisme détermine la conduite parmi des gens de statut égal; l'obéissance lie un statut à l'autre.

Le conformisme est de l'imitation pure et simple, ce qui n'est pas le cas de l'obéissance. Dans l'obéissance, il y a soumission sans imitation de la source d'influence. Le soldat ne se contente pas de répéter l'ordre qui lui est donné, il l'exécute. Dans l'obéissance, la prescription de l'action est explicitée sous la forme d'un ordre ou d'un commandement. Dans le conformisme, la pression collective qui contraint l'individu à s'aligner sur le groupe demeure souvent implicite.

Cependant, la distinction la plus nette entre l'obéissance et le conformisme se place après l'action. Dans le conformisme, si les individus commettent une erreur de jugement, ils la revendiquent souvent avec insistance en minimisant la part de la pression du groupe dans leur décision. Dans l'obéissance, les individus expliquent leur comportement en rejetant toute implication personnelle et en l'attribuant exclusivement à une exigence extérieure à eux, imposée par l'autorité. Alors que l'individu conformiste soutient que son autonomie n'a pas été compromise par le groupe, l'individu obéissant affirme que la sienne n'a pas eu à intervenir, qu'il ne peut pas être tenu pour responsable de ses actes. Le conformisme étant une réaction à des pressions implicites, l'individu voit dans sa conduite une manifestation de sa volonté. C'est l'inverse dans l'obéissance, où la situation est publiquement définie par l'absence de tout volontarisme car il existe un commandement explicite auquel l'individu est censé obéir. En conséquence il se réfère entièrement à cette définition publique de la situation pour expliquer son comportement. Nous voyons donc que conformisme et obéissance ont des effets psychologiques différents. Mais l'un et l'autre sont des formes puissantes de l'influence sociale.

D'après «Soumission à l'autorité» de Stanley Milgram  
éditions Calmann-Lévy



## S T O P P O N S L E V I A N D I S M E

Dans les cercles anarchistes il existe un consensus contre les racistes, sexistes, et autres choses de ce style. Ce sont des acquis du mouvement anarchiste et personne ne se permettrait de dire aux sexistes « je ne suis pas intolérant je t'accepte comme tu es ». Certainement parce que le sexisme part d'un postulat (femme = sous-êtres) facile à remettre en cause mais aussi surtout parce qu'il a eu des luttes contre le sexisme assez importantes. Pour les formes d'autorités qui n'ont pas eu encore l'appui de grandes luttes (et qui par conséquent n'ont pas encore filtrées dans les cercles anarchistes) il serait naïf de croire qu'elles ont le même statut que les oppressions « évidentes », celles dont on ne discute pas le caractère inacceptable.

Ainsi l'exploitation humaine envers les animaux.

Cette forme d'autorité là, elle sera justifiée, (voire glorifiée) autant par des arguments irrationnels (par exemple la viande c'est vital) que par des préjugés imbéciles (par exemple les animaux ne souffrent pas quand on les tue). Comme le petit beauf qui n'accorde à la femme que le droit de bouger les fesses en faisant la vaisselle, les viandistes ne voyent en l'animal qu'un

sous-être comestible. Toute oppression part de la même logique : écraser, dominer. Le plus abérrant c'est qu'une majorité d'anarchistes se comportent comme de petits nazis avec leurs animaux : il y a les bons animaux (ceux qu'on promène en laisse) et les mauvais (ceux que l'on mange). Comme les bons Juifs et les mauvais Juifs sous Pétain et Hitler. Pourquoi faut-il toujours s'échiner à redémontrer que toute oppression part de la même intention pour arriver au même but ?

Allons, réveillez-vous ! Votre viandisme vous dépasse par votre droite !

**Association informelle de végétaliens et de végétariens (à conjuguer aussi au féminin).**

Nous préparons une brochure sur l'exploitation humaine envers les animaux. Elle contiendra des informations, des analyses et des réflexions, des alternatives. Pour une première approche de l'oppression animale. Cette brochure sera diffusée d'ici quelques mois, restez en contact :

**Martial c/o La Gryffe, 5 rue Sébastien Gryphe, 69007 Lyon.**

Publications de « LA RÉVOLTE »

PIERRE KROPOTKINE

# LA GRANDE RÉVOLUTION

Prix : 10 Centimes

PARIS  
Au Bureau de « LA RÉVOLTE »  
140, rue Mouffetard, 140

—  
1893

Il y a cent ans, Pierre Kropotkine (1) écrivait un résumé de son livre **La Grande Révolution** pour une parution en brochure. Son but était de faire connaître « l'œuvre de ceux que nos grand-pères traitaient d'anarchistes, l'œuvre qui fut anarchiste de fait, par son essence et ses procédés et que les historiens bourgeois passent sous silence » (...) « car l'étude des luttes passées est le meilleur enseignement aux lutteurs de demain ».

Si nous publions à nouveau ce texte épuisé depuis longtemps, c'est parce que, comme vous, nous sommes abreuvés tous les jours d'idées anciennes ou plus actuelles sur le sens à donner à la révolution de 1789, à ses prolongements. Malheureusement, dans les grands médias, le point de vue des anarchistes apparaît rarement. Alors nous nous servons d'un vieux texte pour combler (un peu) le manque de textes libertaires sur ces événements (2), mais aussi pour vous-nous donner la possibilité de discuter sur les projections possibles pour aujourd'hui et demain des idéaux : Liberté, Égalité, Fraternité.

(1) Un numéro d'*Itinéraires* consacré à Kropotkine est en vente dans les librairies libertaires.

(2) Des militants de la Fédération Anarchiste vont publier **La Grande Révolution de Pierre Kropotkine et Les Anarchistes et la Révolution Française** ouvrage collectif inédit. Prix de souscription : 220 francs (110 F pour le Kropotkine seulement). Nous rappelons que Daniel Guérin avait écrit plusieurs ouvrages sur la question dont *Bourgeois et Bras-nus*.

**Pierre Kropotkine**

# La Grande Révolution

La France a célébré par une fête, le centième anniversaire de la Révolution.

Après avoir longtemps jeté le voile sur cette Révolution et conquis ceux qui donnèrent à la grande cause de l'émancipation du genre humain leur enthousiasme, leur énergie farouche et leur vie, - la bourgeoisie s'empare aujourd'hui de la Révolution comme de son œuvre ; le jour de la prise de la Bastille est devenu une fête nationale ; le centenaire de 1789 a été glorifié par une exposition qui comptera dans les annales de l'histoire.

Les travailleurs ont suivi le courant. Il y a dans les grandes fêtes quelque chose de contagieux : « la joie de vivre » s'empare des masses, les plus indifférents se sentent entraînés ; et le 14 juillet, la France paysanne et la France ouvrière sont en fête comme la France officielle.

Et véritablement, le 14 juillet est dans l'histoire de l'humanité une grande date révolutionnaire. Ce jour-là, le Paris des va-nu-pieds se souleva. Il comprit sa force et montra aux générations à venir, que les gouvernements les mieux établis tombent devant la poussée des masses profondes du peuple. Que furent les grands jours de 48 et de 71, sinon des répétitions du 14 juillet ! Nos cœurs ne battent-ils pas encore au récit des préparatifs de coup d'Etat de la Cour, du réveil des faubourgs forgeant leurs piques, brûlant les octrois et marchant à l'assaut de la sombre forteresse qui menaçait Paris de ses canons et dans les tours de laquelle gémissaient les victimes de l'Ancien régime ! Combien de jeunes gens de toute nationalité ont senti le feu révolutionnaire s'allumer dans leurs veines au souvenir de ces événements !

Mais si l'on fête la Révolution ; on n'a pas encore dit la vérité sur ce soulèvement plus important dans l'histoire universelle que les siècles d'évolution qui l'avaient précédé. Disons les faits, de plus en plus noyés sous le flot de mensonges officiels et de légendes bourgeoises inventés pour cacher au peuple l'enseignement révolutionnaire qu'il eût pu tirer de la grande épopée.

Le mensonge bourgeois, le mensonge jacobin, dénaturent l'œuvre du peuple dans la Révolution. Essayons donc de rétablir le vrai sens populaire.

Deux grands courants préparèrent et firent la Révolution. L'un est glorifié dans les discours officiels. A nous de rappeler l'autre - celui qu'on tait volontairement - parce qu'il fut *anarchiste*.

L'un, tout d'idée, naquit dans la bourgeoisie, l'autre, tout d'action, grandit au sein des masses populaires - des paysans dans les campagnes, des prolétaires dans les grandes villes. Et lorsque ces deux courants se rencontrèrent dans un but, d'abord commun, lorsqu'ils se prêtèrent un appui mutuel - ce fut la Révolution.

Ce fut le renversement subit d'institutions qui avaient mis des siècles à s'enraciner dans le sol et qui semblaient si stables, si immuables que les réformateurs les plus fougues n'osaient y toucher. Ce fut la chute, l'émiettement, de tout ce qui faisait l'essence de la vie sociale, religieuse, politique et économique de la France depuis des siècles, des idées acquises, des notions courantes sur chacune des manifestations et des rapports si compliqués de l'ensemble du troupeau humain.

Et ce fut l'éclosion de nouvelles conceptions sur les relations multiples entre tous les citoyens - d'idées nouvelles qui se répandirent à travers l'Europe, bouleversant le monde civilisé et donnant au siècle suivant son mot d'ordre, ses problèmes, sa science, son développement économique et moral.

Mais quelle fut donc cette *idée*, éclose au sein de la bourgeoisie ? Pour juger de son importance, de sa valeur et de son essence, voyons-la à ses résultats.

Les Etats centralisés, policés, organisés, qui se partagent l'Europe et les troupeaux humains parqués sur son territoire, sont l'œuvre de la bourgeoisie révolutionnaire de 1789. Ce mécanisme formidable qui, sur un ordre parti de telle capitale, met en mouvement des millions d'hommes équipés pour la guerre et des millions de bouches à feu qui vont vomir la mort, arroser de sang les champs de bataille, porter la dévastation dans les campagnes et le deuil dans les familles ; ces territoires couverts d'un réseau d'administrateurs obéissant aux ordres d'une volonté centrale, nommés par des chambres de représentants ; - cette obéissance des citoyens à la loi ; - ce culte de la loi, du parlement, du juge et de ses agents ; - ce réseau d'écoles maintenues ou dirigées par l'Etat pour fortifier le culte du pouvoir et l'obéissance passives ; - ces rois de finance tenant dans leurs bourses les destinées des peuples selon qu'ils stimulent ou retiennent l'ardeur guerrière des gouvernants ; cette industrie qui broie sous les rouages le travailleur que la nation lui livre à discrétion ; - ce commerce qui accumule les richesses entre les mains des accapareurs du sol, de la mine et de l'usine ; - enfin, cette science qui, tout en affranchissant la pensée, centuple les forces productives de l'Humanité, mais veut en même temps les soumettre au droit du plus fort ; - tout cela n'existait pas avant la Révolution, et tout cela fut le rêve de bourgeois anglais et français bien avant 1789.

Ils avaient conçu, étudié toute cette organisation politique et économique, bien avant que la Révolution ne s'annonçât par ses grondements. On la retrouve en entier dans des milliers d'écrits - livres et pamphlets - où les hommes d'action de la Révolution puisèrent plus tard leur inspiration, leur énergie raisonnée.

La bourgeoisie française savait ce qu'elle voulait : son idéal était de créer une constitution modelée sur la cons-

titution anglaise ; réduire le roi au simple rôle de scribe enregistreur ; remettre le pouvoir entre les mains du Parlement bourgeois ; concentrer le gouvernement à la manière de l'ancienne Rome et y englober, l'impôt, le tribunal, la force militaire, l'école, le commerce de tout le territoire ; proclamer la liberté des transactions commerciales, donner pleine carrière à l'exploitation du travailleur sans défense contre l'exploiteur : le tout sous la protection de l'Etat favorisant l'enrichissement des particuliers et l'accumulation des grandes fortunes, au nom de l'égalité dans la soumission et de la liberté d'accaparement.

Quand l'occasion se présenta de réaliser son rêve, la bourgeoisie forte de son savoir et de son idéal politique, sans hésiter ni sur l'ensemble ni sur les détails, travailla à le réaliser avec une énergie suivie et consciente que le peuple n'a jamais eue, faute d'avoir conçu et élaboré un idéal qu'il eût pu opposer à l'idéal bourgeois.

Mais pour atteindre le but, il fallait la force, la force physique - le dévouement, le mépris de la mort en face des ennemis. Il fallait mettre les masses en mouvement pour marcher à l'assaut des vieilles institutions pour faire l'œuvre de démolition.

Il fallait, à côté du courant d'idées, un courant d'action.

Ce courant naquit au sein du peuple. La bourgeoisie l'aida aux débuts et fit appel à la force populaire pour attaquer la monarchie, sauf à la maîtriser plus tard, lorsque le peuple s'en pris aux privilèges du Tiers-Etat.

Eh bien c'est ce tout puissant concours populaire qu'on feint d'ignorer dans les discours officiels. Ce soulèvement qui dura quatre ans et qui permit à la bourgeoisie de combattre et de vaincre la royauté, on le mentionne à peine, avec un regret sur les lèvres ; on le qualifie « d'excès regrettable, d'excès de brigands ».

L'œuvre de ceux que nos grands-pères traitaient d'anarchistes, l'œuvre qui fut anarchiste de fait, par son essence et par ses procédés et que les historiens bourgeois passent sous silence, nous allons essayer de la faire connaître aux anarchistes d'aujourd'hui, regrettant de ne pouvoir entrer dans tous les détails dont chacun a son importance, car l'étude des luttes passées est le meilleur enseignement aux lutteurs de demain.

L'idée de la bourgeoisie en matière politique, c'était le gouvernement représentatif dans un Etat omnipotent, garant toute la vie du citoyen, un Etat tel que l'avaient conçu les jurisconsultes de l'ancienne Rome.

En matière économique, l'idée n'était pas moins nette. La bourgeoisie française avait lu et étudié Turgot et Adam Smith - les créateurs de l'économie politique : elle savait qu'en Angleterre leurs théories étaient déjà appliquées, et enviait à ses voisins d'outre-Manche leur puissante organisation économique comme leur constitution politique. Elle rêvait l'exploitation des richesses du sol resté improductif aux mains des seigneurs, et avait en cela pour alliés les petits bourgeois campagnards, en force dans les villages,

avant même que la Révolution en multipliât le nombre. Elle entrevoyait déjà le développement de l'industrie et de la production en grand à l'aide de la machine, le commerce et l'exportation aux colonies par delà les océans, les marchés d'Amérique, les grandes entreprises - et les fortunes colossales.

Mais il fallait d'abord briser le lien qui retenait le paysan à la glèbe ; il fallait qu'il devint libre de quitter le village et d'aller à la ville, afin que, changeant de maître, il rapportât de l'or à l'industriel, au lieu de la maigre redevance qu'il payait au seigneur, tout en manquant lui-même de pain.

Il fallait de l'ordre dans les finances de l'Etat, des impôts plus faciles à payer et rapportant plus au trésor. Il fallait ce qu'hypocritement on appelait la « liberté du commerce et de l'industrie » ; point d'immonde métier, de compagnonnage, de jurandes, ni de maîtrises entravant l'exploitation ; point de surveillants gênant l'industrie naissante ; point de douanes intérieures ni de lois prohibitives. Liberté entière des transactions.

Et pour en arriver là, la bourgeoisie devait briser le pouvoir de la cour, de l'aristocratie et du clergé, organiser l'Etat et en prendre la direction.

Voilà le programme de la bourgeoisie aux approches de la Révolution, programme bien défini, comme on le voit, où tout se tient, s'harmonise, se complète.

Certainement, il serait injuste de dire qu'elle fut guidée exclusivement par des vues étroitement égoïstes.

Les meilleurs représentants du Tiers-Etat avaient bu à cette source sublime - la philosophie du dix-huitième siècle qui portait en germe toutes les grandes idées surgies depuis. L'esprit éminemment scientifique de cette philosophie, son caractère foncièrement moral, alors même qu'elle raillait la morale conventionnelle, sa confiance dans l'intelligence, la force et la grandeur de l'homme libre vivant parmi ses égaux, sa haine des institutions despotiques, tout cela se retrouve chez les révolutionnaires. Où donc auraient-ils puisé la force de conviction dont ils firent preuve pendant la lutte ? Il faut aussi reconnaître que ceux mêmes qui travaillèrent le plus à réaliser le programme d'enrichissement croyaient sincèrement que l'enrichissement des particuliers serait le meilleur moyen d'enrichir la nation en général.

Mais, si grandes que fussent les idées abstraites de liberté, d'égalité, de progrès libre, qui inspiraient les plus sincères des représentants de la bourgeoisie de 1789-1793, c'est à leur programme *pratique*, aux applications de la théorie que nous devons les juger.

L'idée abstraite reste vague ; - par quoi se traduit-elle dans les faits de la vie réelle ? Voyez les socialistes de nos jours qui puisent leur inspiration, leur enthousiasme, dans la grandeur de l'idée commune, le bonheur des masses ; mais, quelle diversité de conceptions dans leurs théories pour la mise en pratique de cet idéal ! Pour les uns, le socialisme est l'affranchissement du genre humain, tandis que pour d'autres il signifie à peine une réforme des salaires ; toutes les nuances possibles se retrouvent entre les deux



extrêmes. L'idée abstraite peut donner lieu à des programmes bien différents : ce n'est donc pas à l'idée mais au programme que nous devons juger son auteur.

Eh bien, s'il est juste de reconnaître que la bourgeoisie de 1789 s'inspiraient des idées de liberté et d'égalité, d'affranchissement économique, politique et religieux, - ces idées, dès qu'elles prenaient corps, se traduisaient par le double programme que nous venons d'esquisser : liberté illimitée d'utiliser les richesses de toute nature et d'exploiter le travail humain, sans garantie aucune pour les victimes de cette exploitation, et centralisation des pouvoirs pour garantir et assurer la liberté de l'exploitation, c'est-à-dire l'Etat jacobin, calqué sur l'Etat romain.

Et le peuple? Quelle était son idée?

Le peuple, lui aussi, avait puisé à la philosophie du siècle. Les idées des grands penseurs écossais, systématisées, développées et popularisées en France, s'infiltraient insensiblement dans les cerveaux de ceux qui peinaient à la charrue, à l'enclume ou à la lime. Ils s'inspiraient des grands principes de liberté, aspiraient à un avenir de bonheur pour tous. Et quand on relit la littérature de l'époque, on est frappé de la masse d'idées purement socialistes - purement communistes, lancées dans le peuple par des bourgeois comme Sieyès, comme Brissot qui a dit, avant Proudhon : « La propriété, c'est le vol ».

Une vague inspiration de communisme et d'anarchie travaillait les masses populaires. Il suffirait de relire Rousseau - les écrits philosophiques et les romans lus à cette époque - pour s'en convaincre.

Mais, tandis que chez les bourgeois toutes les idées d'affranchissement se traduisaient par tout un programme élaboré d'organisation politique et économique, on ne présentait au peuple ces mêmes idées que par une série de négations, sans jamais s'inquiéter de ce qui surgirait en lieu et place des institutions abolies. On dirait même que ceux qui parlaient au peuple - tout comme maint socialiste de nos jours - évitaient de préciser. Sciemment ou non, ils semblaient dire : « A quoi bon parler au peuple de la manière dont il s'organisera plus tard! Qu'il ait seulement la force d'attaque, l'énergie de marcher à l'assaut des vieilles institutions. C'est tout ce qu'on lui demande ; nous verrons plus tard comment on s'arrangera ».

On ne parlait pas au peuple de l'avenir. On semblait craindre de refroidir son énergie révolutionnaire, et on ne touchait que son sentiment. On dénonçait les abus et on lui disait : - « Révolte-toi! tout s'arrangera pour le mieux! » Combien de socialistes et d'anarchistes agissent encore de la même façon! Impatients d'accélérer le jour de la révolte, ils traitent de théories endormantes toute tentative d'organisation future!

Aussi l'idée populaire s'exprimait par des négations : - « Brûlons les cahiers de redevances! A bas les dîmes! A bas Madame Veto! Les aristocrates à la lanterne! » - Mais - à qui la terre libre? A qui la force de l'Etat (qui tombait des mains de Madame Veto et devenait, entre les mains des jacobins, une puissance autrement formidable)?

- Il est douteux même que l'on posât ces questions. Et

lorsqu'on en parla plus tard, pendant la Révolution, ce fut pour convertir le peuple - le pervertir serait plus juste - à l'idéal bourgeois.

Mais, si forte que soit l'idée, un abîme la sépare encore de l'action. Aussi, la bourgeoisie resta impuissante tant que le peuple ne vint pas lui prêter ses bras, son élan révolutionnaire, ses révoltes, sa Jacquerie, qui permirent aux bourgeois de renverser l'ancien régime.

Les historiens nous ont parlé avec emphase du 14 juillet, de l'impulsion révolutionnaire des bourgeois aux approches de la Révolution. Ce n'est qu'une légende fabriquée après coup. Ce qui nous a frappé, au contraire, dans toutes nos études sur la Révolution, c'est la platitude de la bourgeoisie envers le pouvoir royal, sa platitude avant 1789, sa platitude après 1789 et jusqu'en juin 1792. Pour un d'Eprémessnil, combien de milliers de valets!

Alors même que la Révolution gronde, que l'Est de la France est en feu, que le peuple partout ronge son frein, l'attitude de la bourgeoisie vis-à-vis du roi est écœurante. Qu'on lise seulement dans *la Révolution* d'Edgar Quinet (chap. I, p. 342), les lignes suivantes :

« En 1792, le club des jacobins est encore tout royaliste ; il veut chasser Billaud-Varennes qui s'est hasardé à mettre en question la monarchie. Dans le même temps, Robespierre, un peu plus de trois mois avant la chute de la monarchie, demande sérieusement : « Qu'est-ce que la République? » Pendant tout l'intervalle de la Législative, quand, retiré de la tribune, il fait, dans son journal, l'éducation du peuple, c'est la constitution royale qu'il défend à outrance. Pas un mot qui puisse préparer le peuple au renversement qui va suivre. Le 7 juillet 1792, c'est-à-dire deux et demi avant la proclamation de la République, les républicains font, dans la Législative, le serment d'exéquer la République<sup>(1)</sup>.

Ceci en 1792, qu'était-ce donc en 1789? Pour nous, il est bien prouvé que la force d'attaque vint du peuple révolté. Sans lui, il n'y eût point eu de révolution.

**E**n affirmant que les paysans et les prolétaires des villes firent seuls la révolution, nous nous mettrons en contradiction avec les historiens. A les en croire, la bourgeoisie aurait fait preuve d'un tempérament révolutionnaire dès le début ; elle aurait entraîné le peuple. Mais qu'on relise ces historiens sans s'arrêter à leurs déclamations, qu'on cherche les faits plutôt que les conclusions : et on sera frappé au contraire de la poltronnerie de la bourgeoisie.

Si la liberté n'avait eu d'autres défenseurs, nous serions encore sous l'ancien régime. Non-seulement avant 1789 la bourgeoisie subissait l'arbitraire et l'arrogance de la cour sans se révolter ; mais même en 1789 et 1790, en pleine révolution, son attitude touche à la servilité. Le langage de l'assemblée est simplement révoltant ; ses adresses au roi sont conçues dans un style de valet. Elle ne s'enhardit qu'à mesure que le pouvoir royal faiblit, tombe en poussière sous les coups que lui porte le peuple.

Durant quatre années, les bourgeois ne font que

suivre bon gré mal gré le peuple dans son élan révolutionnaire. Et tandis qu'en 1793, il veut déjà la Commune plus ou moins communiste, ne voyons-nous pas Robespierre et d'autres proposer la Constitution anglaise?

Mais ne prenons pas les devants, revenons à 1789.

La légende qu'on nous a faite et refaite du 14 juillet, est assez connue :

« L'Assemblée nationale siégeait. Après deux mois de tergiversations, les trois ordres - clergé, noblesse et tiers-état - se trouvaient réunis. Le pouvoir échappait des mains de la cour.

Alors se prépare le coup d'Etat. Les troupes massées autour de Paris vont disperser l'Assemblée. Le 11 juillet, la cour se décide à agir : Necker est renvoyé du ministère, il est exilé. Paris l'apprend le 12 ; les citoyens descendent dans la rue portant la statue de Necker. Au Palais-Royal, Camille Desmoulins fait son discours ; on dépouille les arbres de leurs feuilles pour prendre la cocarde verte. On soulève les faubourgs qui forgent 50000 piques en 36 heures ; on marche sur la Bastille qui bientôt baisse ses ponts... La Révolution a remporté sa première victoire.

» La nouvelle se répand en province, et partout elle provoque des soulèvements analogues. Elle pénètre dans les villages et les châteaux brûlent. Alors le clergé et la noblesse viennent, dans la nuit du 4 août, abdiquer leurs droits féodaux. La féodalité a cessé d'exister.

» Si les paysans se révoltent encore dans les campagnes, ce ne sont que des brigands soudoyés par la Cour ou par les Anglais qui ont intérêt à maintenir le désordre. Aussi les patriotes des municipalités veulent mettre fin à l'anarchie en exécutant les brigands. Et si la Révolution dure, c'est que les Aristos et la Cour ne veulent pas se soumettre aux grands principes de 1789. Aussi la République est-elle proclamée et les partis révolutionnaires commencent à s'entr'égorgier jusqu'à ce que Thermidor amène la réaction ».

Voilà la légende bourgeoise.

Eh bien, du commencement à la fin, cette légende est fautive : fautive dans la narration des faits, doublement fautive dans leur interprétation.

Ce n'est pas du 14 juillet que date la Révolution. Elle avait commencé dès janvier 1789 - même dès l'hiver 1788.

Si les protestations des Parlements en 1788 eurent une certaine importance, ce ne fut certainement pas grâce aux badauds qui se donnaient rendez-vous auprès de ces cours de justice. Ce fut l'intervention du peuple qui lui donna un caractère quelque fois imposant, un caractère révolutionnaire. En maint endroit, les travailleurs des villes, profitant des luttes entre gouvernants, se soulevèrent avec l'idée d'en finir avec les exploiters aristocrates.

La royauté n'eût pas convoqué les Etats Généraux si elle n'avait eu à tenir compte que des protestations platoniques de messieurs les parlementaires.

Mais le peuple se soulevait aussi. « La bête féroce »,

« l'éléphant enragé » (c'est ainsi que M. Taine traite le peuple - en langage académique sans doute) faisait entendre sa voix. Il fallait le maîtriser, ce que la cour se sentait incapable de faire sans le secours de la bourgeoisie. Elle se décida donc à convoquer les représentants de la bourgeoisie.

D'ailleurs, depuis l'hiver 1788, le peuple ne payait plus de redevances aux seigneurs. Qu'il y eût été encouragé par les bourgeois - rien de plus vrai. Que la bourgeoisie de 1789 ait eu le bon-sens de comprendre que sans un soulèvement populaire, elle n'aurait jamais raison du pouvoir absolu - c'est encore vrai. Que le peuple fût poussé à l'émeute par certaines délibérations des Assemblées des Notables qui discutaient déjà l'abolition des droits féodaux - cela se comprend. Les révolutions ne sont pas un résultat du désespoir, ainsi que l'affirment des blanquistes qui croient que de l'excès du mal peut sortir le bien. Au contraire, le peuple de 1789 avait entrevu une lueur de libération prochaine, et il ne s'en révoltait que de meilleur cœur.

Mais il ne suffit pas d'espérer ; il faut agir, payer de sa peau les premières révoltes, celles qui préparent les révolutions. C'est ce qui ne pouvait venir de la bourgeoisie, mais qui vint du peuple.

Alors que l'émeute était encore punie de la pendaison à la haute et basse potence, du carcan et de la torture, les paysans se révoltaient déla.

Dès novembre 1778, ces émeutes deviennent générales, tantôt individuelles et tantôt collectives, - de plus en plus collectives à mesure que le peuple s'enhardit davantage, et les intendants écrivent au ministre que s'il fallait réprimer les émeutes, ce serait impossible. Elles se font sans discours, mais avec de bons gourdins. Prises séparément, aucune n'a d'importance ; ensemble, elles minent l'Etat dans ces fondements.

En janvier, on faisait les élections ; on rédigeait les cahiers de doléances. Mais le paysan n'en a cure. Homme pratique avant tout, il ne compte pas sur ses représentants : il se révolte. Il refuse les corvées au seigneur et à l'Etat. Par-ci par-là un seigneur est exécuté par les *Jacques* - des groupements secrets surgissent spontanément au sein des masses, sans règlement ni organisation centralisée, composés de quelques amis qui se connaissent et agissent de concert, dans des comités occultes. Les receveurs d'impôts sont reçus à coups de gourdins ; des terres de seigneurs sont prises et labourées.

Et ces révoltes, d'autant plus terribles qu'elles n'ont rien de prévu, se multiplient par toute la France, surtout dans l'Est, le Nord-Est, le Sud-Est. Taine en compte plus de trois cents avant le 14, dont il a retrouvé les traces dans les archives nationales. Le chiffre de trois mille ne serait probablement pas exagéré si l'on se rappelle que les archives furent brûlées en 1793, par ordre de la Convention.

Chassin a mille fois raison de dire que si Paris eût été vaincu au 14 juillet, les droits féodaux devaient disparaître néanmoins. Les paysans ne les reconnaissent plus, et il eût

fallu une guerre en règle contre chaque village pour les rétablir.

La féodalité avait reçu le coup de mort bien avant que le théâtre de Versailles retentit de ces discours - excellents sans doute, mais impuissants, que les historiens nous ont conservés avec soin.

Paris pouvait-il rester tranquille, lorsque la France paysanne se soulevait déjà? - Certainement, il était bien gardé dans la troupe, mais il y avait des émeutes. En avril, on se révoltait contre l'affameur Réveillon, et chaque semaine avait son échauffourée. La bourgeoisie encourageait le peuple, heureuse de trouver en lui un aide puissant pour soutenir ses revendications.

Vient le mois de juillet. Les trois ordres sont réunis - la bourgeoisie a obtenu sa première victoire parlementaire. Mais la Cour prépare le coup d'Etat. Les troupes sont consignées, les hussards vont faire irruption dans l'Assemblée, disperser les représentants...

Nous qui avons eu le 18 brumaire et le 2 décembre, nous savons ce qui serait advenu. Les représentants auraient protesté - et obéi, tandis que les meneurs auraient été emmenés à la Bastille. Les révolutionnaires bourgeois ne se faisaient pas non plus d'illusion sur le courage de leurs mandataires - et ils comprirent la nécessité de soulever le peuple de Paris pour empêcher le coup d'Etat.

Il répugne à messieurs les républicains de l'avouer aujourd'hui ; il leur répugne de reconnaître l'origine de leur pouvoir : mais il faut bien s'exécuter. C'est dans les caboulots de la banlieue que leurs grands-pères sont allés chercher leur appui. C'est en flattant les travailleurs, en faisant miroiter devant eux des promesses de Liberté, d'Egalité - de socialisme, puisque c'était bien cela : le pain pour tous, le bien-être pour tous - c'est en caressant ceux qu'ils méprisent aujourd'hui ; c'est en trinquant avec ce qu'ils nomment la lie du peuple, qu'ils ont acquis la force qui, seule, pouvait vaincre le roi, la Cour, l'aristocratie.

Et le peuple de Paris ne demandait pas mieux. Ils se sentaient tréssaillir aux rêves de Liberté. Mais il lui fallait aussi du pain, car les enfants allaient au lit le ventre creux. Ficher du plomb à ces aristocrates - à tous les riches - on le voulait bien dans les faubourgs ; mais on voulait aussi brûler les octrois et piller les greniers des marchands de blé, les caves des marchands de vin. Et bien avant que la bourgeoisie trouvât un Camille Desmoulins pour crier aux *armes!* le peuple de Paris s'émeutait déjà.

Necker fut renvoyé le 11. Paris ne l'apprit que le 12. Mais, déjà le 8 juillet, (consultez le *Moniteur* - non pas la réimpression) il y avait eu une émeute parmi les ouvriers sans travail occupés à des terrassements à Montmartre. Le 10, du sang avait été versé, ce même jour la barrière de la Chaussée d'Antin flambait et le pain et le vin entraient dans Paris sans payer l'octroi. - Qui sait si Desmoulins eût jamais prononcé son fier discours s'il ne s'était senti appuyé par la masse? Si ce discours ne s'inspirait pas de l'émeute grondante.

Le peuple de Paris rongait son frein. Au premier ap-

pel, il courut s'armer. Il s'empara *d'abord du pain*, en pillant le couvent des Lazaristes et en expédiant 32 chars de blé aux Halles : on ne se bat pas le ventre libre ; il forgea les piques, et deux jours plus tard, la forteresse qui menaçait Paris tombait sous la poussée populaire.

Mais le peuple ne haïssait pas que les aristos. Il en voulait aussi aux riches affameurs. Et, deux jours durant, le Paris des riches fut sur le point d'être pillé par le Paris des pauvres.

Cependant, la bourgeoisie, après avoir fait usage du peuple, pensait déjà aux moyens de le retenir. Elle s'arma - de fusils contre les piques. Y voyant plus clair et de plus loin, elle s'organisa contre le peuple, en même temps qu'elle s'organisait contre la royauté, et - « quelques exemples salutaires suffirent pour prévenir le pillage et faire rentrer les brigands dans l'ordre », disent les contemporains.

Le peuple - l'allié d'hier - c'était, maintenant, « les brigands ». Fier de sa victoire contre la royauté, il se réveillait sous un nouveau pouvoir - celui des bourgeois.

Cette histoire du 14 juillet, c'est l'histoire du peuple dans la Révolution.

Allié aujourd'hui - brigand demain. Allié au 5 octobre, au 10 août ; brigand, bête féroce et éléphant enragé entre-temps. Dupé, faute de savoir à l'avance ce qu'il ferait de sa victoire!

Lorsque Paris s'empara de la Bastille, les campagnes étaient en pleine insurrection. Mais les villes n'avaient pas encore bougé. Elles ne se mirent en mouvement qu'après avoir appris le succès de l'insurrection dans la capitale.

Les villes d'alors ne ressemblaient pas à celles d'aujourd'hui. Au Moyen-Age, il s'y était constitué une aristocratie héréditaire de bourgeois qui tenait en ses mains les affaires et les finances municipales. Elle tripotait, elle s'enrichissait aux dépens de la cité, et le gâteau restait de père en fils dans quelques familles. Ces familles possédaient aussi des serfs dans les campagnes. Riches bourgeois et nobles avaient en outre des droits féodaux sur les habitants des villes, si bien que pour se marier, pour léguer son patrimoine à ses enfants, ou pour le vendre, l'artisan payait des redevances à son seigneur, noble ou bourgeois, tout comme le paysan dans les villages.

Les municipalités étaient des nids de hobereaux et de scribes par lesquels les seigneurs et gros bourgeois tenaient « le menu du peuple », et ce peuple ne demandait pas mieux que de mettre le feu à ces antres de servitude.

Les bourgeois avaient aussi leurs griefs. Ces hommes, après à l'enrichissement, commençaient à faire leurs fortunes par le commerce et l'industrie. Ils voyaient de mauvais œil l'arrogance des nobles, les exceptions faites en leur faveur pour le paiement des impôts. Ils rêvaient aussi la grande industrie, la liberté de l'exploitation, et les corporations de métiers les gênaient : on n'exploite jamais aussi bien que quand on peut s'en prendre à chaque travailleur individuellement.

Ces corps d'artisans, jadis si puissants, qui représentaient au Moyen-Age l'organisation du travail par la Commune, auraient pu se transformer en institutions nouvelles, appropriées aux besoins de l'industrie manufacturière ; mais ceci n'aurait pas fait l'affaire de la bourgeoisie qui voulait la « liberté des transactions », c'est-à-dire la liberté sans entraves d'exploiter chaque prolétaire individuellement.

La haine du peuple contre le féodalisme bourgeois et seigneurial, et la haine de la petite bourgeoisie contre la noblesse et les corporations se donnèrent la main. Aussi, dès que l'on apprit en province la prise de la Bastille, les prolétaires, déjà las des tergiversations de l'Assemblée, stimulés par les grandes idées d'affranchissement, de Liberté et d'Egalité, et flattés par les petits bourgeois, se soulevèrent. Les villes de l'Alsace, de la Lorraine et du Dauphiné, - celles de l'Est en général - s'insurgèrent. Les Hôtels de Ville furent pris d'assaut ; la paperasse brûlée, les vieilles familles chassées. Les corvées, les dîmes et tout l'attrail de la Féodalité disparurent aussi bien dans les villes que dans les villages.

Le peuple dansa sur les décombres, il planta des arbres de la Liberté - et il rentra dans ses taudis. Mais la bourgeoisie ne se contenta pas de si peu. Elle saisit l'occasion au bond et, en province comme à Paris, s'arma immédiatement, organisa ses milices, s'empara des municipalités, s'imposa en lieu et place du pouvoir disparu. Et lorsque le peuple voulut continuer son œuvre et pousser plus loin la Révolution il se trouva sous la férule d'un nouveau maître, autrement fort que le pouvoir déchu ; il se trouva en présence d'une force armée - la milice bourgeoise - autrement redoutable que les quelques soldats du Royal-Allemand.

La bourgeoisie de 1789 avait un plan déterminé. Armer les milices bourgeoises qui serviraient de digue contre le peuple et contre la royauté ; occuper les municipalités ; faire « respecter la propriété » ; s'emparer du pouvoir dans l'Etat et le réorganiser suivant le plan que nous avons esquissé plus haut.

Pour cela, il ne suffisait pas d'être maître à Strasbourg, à Lyon, à Marseille, etc. Il fallait l'être dans chaque commune, et faire dans chaque petite commune ce qu'on avait fait dans les grandes villes.

Mais, qui pouvait le faire? Qui pouvait armer les milices? - Certainement pas l'Assemblée Nationale. Il fallait que cela se fit par l'initiative des habitants eux-mêmes. Et ces habitants, plongés dans leurs petits intérêts de boutique, ne bougeaient même pas. Ils s'intéressaient à peine à ce qui se faisait en France.

Les bourgeois de 1789 n'avaient pas la naïveté de nos autoritaires qui croient pouvoir tout obtenir à coups de décrets. Ils comprirent qu'il fallait agir dans chaque commune, sans rien attendre de Paris. Dupont et d'autres s'en chargèrent et voici comment. Depuis janvier, disions-nous, les campagnes de l'Est étaient en feu. Des émissaires inconnus, surgis du peuple même, parcouraient les villages, excitant le pays à la révolte. Là où les moyens ordinaires ne suffisaient pas, ils se présentaient porteurs de faux décrets de l'Assemblée Nationale ordonnant de ne plus rien payer

et de s'emparer des terres de seigneurs. D'autres montraient de faux décrets du roi ordonnant de brûler les châteaux. Il y eut même un imposteur qui se faisait passer pour un parent de Louis XVI. Car les paysans d'alors n'étaient ni plus lettrés, ni mieux informés, ni plus braves que les paysans russes de nos jours, ils voulaient bien s'insurger, mais, il fallait donner une apparence de légalité à leurs actes. Cela pourrait toujours servir d'excuse en cas de défaite.

Ce n'est pas une légende que nous rapportons ce sont des faits sur lesquels les historiens bourgeois passent l'éponge. On a cependant qu'à consulter le *Moniteur* pour s'en assurer. Les décrets de l'Assemblée Nationale et le rapport de Grégoire en font mention.

Ainsi donc, les châteaux brûlaient, les baux étaient déchirés, l'abdication des droits féodaux s'obtenait par la menace ou par le feu, - très souvent au nom du roi ou de l'assemblée.

Mais, en hommes conséquents, les paysans ne faisaient pas de distinction entre les nobles et les bourgeois. Si le seigneur avait concédé ses droits féodaux à un bourgeois (et la noblesse ruinée le faisait très souvent, tout comme le font en ce moment les lords anglais ou les seigneurs russes), les paysans mettaient le feu à la maison du bourgeois et, la hache sur la tête, ils le forçaient à abdiquer ses droits, tout comme ils l'eussent fait d'un seigneur au talon rouge.

« Les brigands ont brûlé des châteaux de patriotes! » s'écriaient les bourgeois révolutionnaires. Donc, sus aux paysans! et les milices bourgeoises, sortant des villes, s'en allaient dans les campagnes pour rétablir l'ordre. A Strasbourg, au lendemain de l'insurrection qui abolit la Féodalité, la milice bourgeoise arrêtait 400 travailleurs et en pendait deux sur le champ. Mais ce fut pis dans les campagnes. Les municipalités se transformaient en tribunaux ambulants et, après avoir livré bataille aux paysans sans armes et remporté une victoire facile, elles pendaient sans pitié ces « brigands » qui avaient osé piller « les propriétés roturières » aussi bien que les propriétés nobles. Les documents mentionnent huit paysans pendus dans le Mâconnais, douze par le parlement de Douai, et il en était de même dans chaque province. Au moment où on rédigeait les droits de l'homme (en août 1789), on exécutait en seul jour *treize braconniers* qui avaient pris la Révolution à la lettre et chassaient le gibier de leurs seigneurs.

Profitant de l'insurrection générale des paysans en Alsace, en Lorraine, en Dauphiné, en Champagne, en Poitou, en Périgord, etc, etc, les émissaires du Tiers-Etat, - Dupont et d'autres - parcouraient les petites villes forçant les bourgeois d'armer leurs milices. - « En quinze jours » - Dupont l'a raconté lui-même - « j'ai fait armer une bonne partie de la France. J'arrivais dans la ville, je faisais sonner le tocsin et je déclarais que les brigands étaient là, tout prêts, marchant sur la ville. Alors on s'armait en toute hâte ». Et le maire de Péronne l'avouait franchement. « Nous voulons être dans la terreur », disait-il. « C'est seulement grâce aux bruits sinistres que nous pouvons tenir une milice de trois millions de bourgeois sur toute la superficie de la France ».

Oh oui, les bourgeois savaient ce qu'ils devaient

faire. Et, de cette façon dans le courant de l'automne de 1789, la bourgeoisie se trouvait armée, en possession de municipalités réorganisées aux termes de la nouvelle loi et à la tête d'un forte milice. Et, lorsque le peuple, dans son superbe élan révolutionnaire, marcha contre la propriété reconstituée, il rencontra le bourgeois criant : « Halte-là! tu as fait ce qu'on t'a demandé, mais tu n'iras pas plus loin. Tu as aboli l'ancien régime ; mais le nouveau régime, c'est nous qui le ferons. Voilà la loi martiale, et du moment que le maire aura déployé le drapeau rouge, on te fusillera, on te mitraillera, pour te faire rentrer dans tes taudis! »

Et pendant ce temps, le Tiers-Etat votait loi sur loi dans l'Assemblée Nationale pour réorganiser la France selon son idéal. Des lois qui, en temps ordinaire, auraient pris des années pour être rédigées, étaient faites en quelques jours. Les légistes les admirent encore pour leur lucidité, leur style élégant, l'absence de contradictions, la prévision des détails. L'Europe les a copiées pendant un siècle.

C'est que la bourgeoisie n'était pas prise au dépourvu. Elle ne faisait que coucher sur le papier, ce qu'elle avait médité, étudié dès longtemps.

Mai, si ces lois avaient seulement pu passer dans la vie, si elles étaient devenues des réalités - c'en était fait de la Révolution - qui s'arrêtait aux superbes déclarations des droits de l'homme, traduites dans les faits par l'organisation de la servitude.

Heureusement, l'aristocratie et la Cour ne se tinrent pas pour vaincues. Elles luttèrent contre les lois de la Constituante, elles conspirèrent et la Révolution dut continuer.

Elle continua en effet, et, grâce à la lutte formidable qu'elle eut bientôt à soutenir, elle ne s'arrêta pas aux vagues déclamations du Corps législatif.

**S**i l'histoire de la Grande Révolution, telle qu'elle a été racontée par Michelet, Louis Blanc ou même Mignet, a puissamment aidé à réveiller dans le monde entier l'esprit de révolte et la haine des tyrans, elle a fait d'autre part un mal incroyable en cultivant le préjugé gouvernemental, en donnant aux gouvernements révolutionnaires et au club des Jacobins une importance qu'ils n'ont jamais eue, en effaçant le rôle des masses et en créant une tradition révolutionnaire absolument fausse.

En lisant ces histoires, on est persuadé que ce sont les représentants du peuple qui ont fait la Révolution, qu'ils ont pris l'initiative de démolir l'ancien régime, en faisant de temps en temps un appel au peuple pour soutenir leurs revendications.

Il n'en est rien en réalité, et il n'y a rien de plus faux que cette manière, très accréditée, de concevoir la Révolution. Les représentants de la nation ont certainement travaillé à *organiser* le pouvoir de la bourgeoisie, à le centraliser entre leurs mains à l'avantage de cette même bourgeoisie. Mais, ils ne l'ont fait qu'à mesure que la révolte populaire détruisait l'ancien régime, et de manière à sauver dans la débâcle le plus possible des institutions du passé.

Quant à *leur* force d'attaque, elle fut insignifiante, nous l'avons répété, et on peut affirmer, sans exagération, que toute l'œuvre de démolition fut faite par le peuple, en dehors des assemblées et contre leur désir. Ce fut le peuple qui abolit les servitudes féodales malgré la résistance de ses représentants. Ce furent les va-nu-pieds qui désorganisèrent les rouages de l'ancienne monarchie : ses parlements, ses institutions provinciales, son administration fiscale et sa force de répression, *malgré les édits féroces lancés contre eux par ceux qui s'appelaient leurs représentants*.

On a dit quelquefois que les représentants du peuple à l'Assemblée Constituante, à la Législature et surtout à la Convention, ont du moins sanctionné les faits révolutionnaires accomplis et que cette sanction les généralisa en leur donnant force de loi, mais c'est encore trop dire. Tout ce que le peuple put obtenir, ce fut de forcer ces assemblées en les menaçant du haut des tribunes, de reconnaître certains faits et de les traduire par des lois, quoique leurs lois les plus avancées fussent toujours des compromis avec le passé : c'étaient des arrangements par lesquels on cherchait à sauver, en face du peuple révolté, une partie des anciens privilèges<sup>(2)</sup>.

Ainsi les Assemblées, y compris la Convention, furent toujours un boulet aux pieds de la Révolution. Jamais elles ne prirent les devants de l'œuvre révolutionnaire, quoiqu'en disent Michelet ou Louis Blanc.

Il nous serait impossible, dans cette brochure, de suivre pas à pas la Révolution pour démontrer ce que nous avançons. Quelques exemples suffiront pour prouver l'exactitude de notre manière de voir.

Prenons le fait le plus important de la Révolution - l'abolition des droits féodaux - et voyons comment il se produisit :

On connaît la légende de la nuit du 4 août 1789. Le clergé et la noblesse, saisis d'un élan patriotique auraient abdicé leurs droits durant cette nuit mémorable. Ainsi le veut l'histoire. Et pour le prouver, n'a-t-elle pas les discours déclamatoires du duc d'Aiguillon, du duc de Noailles, de l'archevêque de Chartres et d'une vingtaine de gentils-hommes?

Paroles, tout cela! Enthousiasme qui ne dura que quelques heures alors même qu'il fût sincère.

Et d'abord, il est certain que ce fut une nuit de panique, et, non pas une nuit d'enthousiasme. Les châteaux brûlaient ou avaient été pillés en quelques semaines ; surtout dans les provinces de l'Est, les paysans avaient été féroces envers quelques seigneurs, ils leur avaient grillé les pieds pour les forcer d'abdiquer leurs droits, (du moins, on le disait à Paris), et les nouvelles qu'on recevait de la province grossissaient les événements.

« Ce ne sont pas les brigands qui font cela! » s'écriait le duc d'Aiguillon - « mais le peuple a fait une espèce de ligue pour démolir les châteaux, ravager les terres et surtout

s'emparer des charriers » (dans lesquels les redevances féodales étaient consignées.

C'est la panique qui parle - non l'enthousiasme.

Mais - que proposent ces farouches révolutionnaires du Tiers-Etat en constatant les faits de la Jacquerie?

Consultez le *Moniteur*, et vous y verrez qu'ils sont venus à la séance pour demander une loi *protégeant les nobles contre les paysans insurgés*. Heureusement, les nobles sont mieux renseignés sur l'état des campagnes. Ils sentent qu'il y va de leur peau. Ils comprennent que le gouvernement est impuissant, et qu'une loi de plus n'arrêtera pas la Jacquerie, que tous leurs privilèges vont sombrer à la fois. Et il cherchent à sauver l'essentiel en sacrifiant « sur l'autel de la Patrie » ce qui n'a pas de valeur : ils s'empres- sent de renoncer aux servitudes *personnelles*, - celles que les paysans ne payent plus depuis sept ou huit mois ; ils renoncent à la justice seigneuriale qu'ils ne peuvent plus exercer, puisque la justice paysanne prime en ce moment.

Après toutes ces abdications, que décide l'Assemblée Constituante?

Elle déclare que les droits féodaux sont abolis : c'est ainsi que commence son décret. Mais cinq ou six lignes plus loin, elle nous apprend qu'elle n'abolit que ce qui n'existe plus - les servitudes *personnelles*, - celles qui - les rapports des intendants le constatent - n'étaient plus exécutées depuis 1788, celles dont Chassin nous dit que pour les rétablir, il eût fallu assiéger chaque village séparément, - et encore!

Quant aux servitudes *réelles* - champarts, terriers, agriers comptants, les seules qui aient encore une valeur pécuniaire, le décret du 4 août les maintient intégralement. Les paysans auront seulement le droit de les racheter, *s'ils s'entendent sur le prix du rachat, avec leurs seigneurs*. Ainsi l'Assemblée révolutionnaire fait moins sous ce rapport que le gouvernement russe en 1861. Elle ne rend pas le rachat obligatoire ; elle ne détermine pas le prix de rachat : « Entendez-vous avec vos seigneurs. S'ils veulent vous laisser racheter les redevances féodales, tant mieux! S'ils ne le veulent pas, tant pis! Mais payez, payez immédiatement ; et si vous ne payez pas, les municipalités seront chargées de vous mettre à la raison ».

Voilà l'essence des fameux décrets des 5, 6, 8, 10, 11 août. Vous comprenez pourquoi pas un, pas un seul des historiens de la Révolution n'a donné le texte de ces décrets. Ils s'en sont bien gardés.

« Le mécontentement est général dans les campagnes, à la suite des décrets » écrivait cette réactionnaire madame de Staël. « Si on ne les améliore pas, la jacquerie va recommencer. »

Et la Jacquerie recommençait de plus belle.

Au fond, les décrets d'août n'étaient que des déclarations de principes. Ces législateurs, si nets de styles, si clairs lorsqu'ils rédigeaient des lois concernant l'organisation politique de l'autorité bourgeoise, se bornaient à des phrases lorsqu'il s'agissait d'entamer un des privilèges économiques qu'ils partageaient avec les nobles.

Aussi n'ont-ils hâte de promulguer les décrets. Le roi ayant refusé sa sanction, ils le pressent pas d'obéir. Il faut que le peuple, les femmes amènent le roi à Paris au 5 octobre pour qu'il se décide à donner sa sanction. Mais même après l'avoir obtenue, l'Assemblée se borna à envoyer les décrets aux Parlements, et le fait est qu'ils n'ont jamais été dûment promulgués.

Cependant, les paysans, en apprenant vaguement qu'il avait été question des redevances féodales à Versailles, y virent un nouvel encouragement. Il prolongèrent la Jacquerie, si bien qu'en février 1790, le comité des rapports constatait que l'insurrection paysanne continuait toujours, que le Quercy, le Rouergue, le Périgord, la Basse-Bretagne, étaient en feu - que l'insurrection avait marché vers l'Ouest. Il demandait que l'on expliquât enfin d'une façon précise quels sont les droits féodaux sont abolis, lesquels sont maintenus. Et il réclamait des mesures de rigueur contre les paysans. Que fit l'Assemblée Nationale? Elle exprima ses regrets, envoya son approbation aux municipalités qui pendaient sommairement les paysans révoltés, ordonna de rappeler le décret du 10 août, un décret draconien contre les « brigands ».

Ce ne fut qu'en mars 1790 qu'elle se décida à préciser les droits féodaux abolis. Mais encore en juin de la même année elle faisait une loi, au terme de laquelle ceux qui ne paieraient pas les dîmes, les champarts et le agriers comptants seraient punis sévèrement. Quoi! ceux qui auraient seulement parlé contre ces redevances seraient livrés à la rigueur de la loi martiale<sup>(3)</sup>.

Heureusement, la France n'avait pas de gouvernement. Les assemblées se succédaient, les chefs se pavanaient et se donnaient du galon en province comme à Paris, mais leur pouvoir n'était pas réel. La Jacquerie continuait, et les droits féodaux s'abolissaient de fait, lors même que la loi les maintenait encore.

Veut-on savoir quand ils furent abolis, sans rachat, par la loi? - Le 14 juin 1792, par un coup de Jarnac à l'Assemblée. Au moment où il ne restait dans la salle que 200 députés de la gauche sur 497, ils se hâtèrent de bâcler une loi reconnaissant le fait déjà accompli.

Et on nous parle des principes de 1789! du rôles des assemblées révolutionnaires! - Mensonges, fables, inventés pour mener les troupeaux humains!

**O**n sait qu'en France, comme partout en Europe, les communes possédaient jadis *le sol* du territoire. Le seigneur - baron, comte ou duc - n'avait droit qu'à un certain nombre de journées du travail des cultivateurs établis sur les terres soumises à sa juridiction et aux amendes judiciaires ; en échange de quoi il était obligé d'armer et d'entretenir des cavaliers et fantassins pour les besoins de guerre.

Il fallut plus tard toute la casuistique du droit romain, commenté et interprété par les légistes, pour doter les seigneurs du moindre lopin de terre, dont jadis ils n'étaient pas

plus propriétaires que l'empereur d'Allemagne ou de Russie ne l'est du sol russe ou allemand.

On sait aussi que durant toute la deuxième moitié du Moyen-Age, les seigneurs ont cherché et réussi à accaparer la plus grande partie des terres jadis communales.

Cependant, au XVIIIème siècle les Communes possédaient encore d'immenses espaces de terres qui furent l'objectif permanent des convoitises des seigneurs d'une part, et des paysans enrichis - des bourgeois du village - d'autre part. Pendant le XVIIIème siècle, les seigneurs faisaient la loi, et ils en profitèrent largement pour s'approprier les terres communales sur une vaste échelle. Ils firent ce que les seigneurs anglais ont fait pendant les cent années dernières, et font encore, en s'emparant des meilleurs morceaux., laissant les Communes plaider des causes qu'elles sont sûres de perdre.

Eh bien, lorsque la Révolution commença par des émeutes dans les villages, les paysans avaient deux buts principaux : l'abolition des redevances féodales et la rentrée en possession des terres volées par les seigneurs laïques et ecclésiastiques.

Nous avons comment les révolutionnaires s'y prirent pour conserver autant que possible le servage ancien, - leur action eut le même caractère quant à la reprise des terres communales.

Les paysans profitaient du désarroi jeté dans le gouvernement pour rentrer en possession des terres, et les révolutionnaires bourgeois, pour lesquels les historiens ont toutes les tendresses, les en empêchaient par tous moyens. Et lorsque, malgré des lois farouches contre ceux qui « portaient atteinte à la propriété », les paysans eurent repris une bonne partie des terres communales, - voici ce que firent les bourgeois pour garder le butin entre les mains.

Jusqu'à Turgot, les villages français étaient organisés à peu près comme le sont encore les villages russes. Il y avait l'assemblée plénière de tous les chefs de ménages pour discuter en commun les affaires de la commune. C'était le mir, tel qu'on peut le voir décrit par Lavelaye pour la Russie et par Babeau pour la France. Le village répartissait temporairement la possession des terres communes ; il y avait même en certains endroits la répartition des champs cultivés, telle qu'elle se fait encore en Russie. Le village entier était responsable du paiement des impôts.

Turgot changea tout cela.

La responsabilité commune fut abolie et, sous prétexte que les assemblées plénières étaient « trop tumultueuses », cet ami de l'ordre bourgeois, dont les bourgeois font aujourd'hui un grand homme, les annula d'un trait de plume. Il les remplaça par des assemblées *élues*, dont les quelques membres étaient pris parmi les notables du village. Les prolétaires paysans - ceux qui n'avaient ni bœuf ni charrue et ne cultivaient qu'un petit lopin à la bêche (ils étaient fort nombreux), perdirent ainsi toute influence sur l'aménagement des biens communaux.

Turgot fit ce que les bourgeois russes essaient de faire, et ce qu'ils feront le jour où ils auront la haute main

dans la législation du pays.

La Révolution ne fit que reprendre l'œuvre de Turgot. Elle aussi s'empressa d'établir une distinction entre citoyens *actifs* et citoyens *passifs*. Les premiers seulement - c'est-à-dire, les riches - eurent droit de vote dans les affaires nationales ou municipales. Le pouvoir politique et le pouvoir économique marchant toujours main dans la main, lorsqu'une partie des terres communales fut reprise par les paysans, l'Assemblée Législative s'empressa d'autoriser les Communes - ou plutôt les Conseils communaux, élus par les riches, - à *vendre* les biens communaux.

C'était précisément ce que les petits bourgeois convoitaient depuis longtemps. Immédiatement, les meilleures terres passèrent en leurs mains.

Mais les prolétaires ne l'entendaient pas ainsi, c'est alors que dans chaque village une lutte s'engagea entre les riches et le pauvres. Là où les pauvres se sentaient d'attaque, ils envahissaient la municipalité à coups de trique, s'installaient à sa place, déchiraient les actes de vente.

Et comme la force était parfois de leur côté, ils obligèrent la Législative de suspendre la vente des biens communaux. Mais les bourgeois se rattrapaient en votant - on le croirait à peine - le partage des biens communaux à part égale entre les citoyens actifs seulement.

Les pauvres des campagnes étaient exclus du partage ; les familles qui n'avaient que le pré communal pour y faire paître quelques moutons et la forêt communale pour y ramasser le petit bois, se voyaient privées de cette dernière ressource. Elles quittaient le village et allaient en ville grossir les rangs du prolétariat industriel.

C'étaient précisément ce qu'il fallait aux bourgeois. Ils rêvaient la grande industrie, le commerce lointain. L'idéal de Robespierre et de Saint-Just, nous l'avons dit, c'était la Constitution anglaise et l'industrie anglaise - industrie pour laquelle il fallait un prolétariat, des millions de misérables n'ayant pas quinze jours assurés devant eux et forcés de se vendre à raison d'un ou deux francs par jour. Il leur fallait sans ressource et sans organisation aucune ; les jurandes une fois abolies, la bourgeoisie s'empressa de voter des lois draconiennes contre les coalitions d'ouvriers - réputées anti-patriotiques - et les grèves.

Par ce partage des terres communales entre les riches seulement, la bourgeoisie tirait deux lièvres à la fois ; elle intéressait à sa Révolution les paysans influents, et elle créait le prolétariat nécessaire à l'industrie<sup>(4)</sup>.

Heureusement, la Jacquerie des déshérités reprit avec une nouvelle vigueur, contre les accapareurs bourgeois cette fois-ci ; la lutte se traduisit à la Convention par l'insurrection de quelques sections de la Commune, la destitution du précédent conseil de la Commune et le massacre des Girondins.

Pendant ce court intervalle du triomphe des anarchistes, le peuple réussit à forcer la Convention de voter une loi d'après laquelle les terres reprises aux seigneurs par les communes, seraient partagées à parts égales entre tous les habitants du village. Mesure égalitaire à première vue, mais si mauvaise au fond, que ce décret n'a jamais été exécuté

Les prolétaires des campagnes préféraient garder leur part dans le champ communal que d'entrer en possession d'un lopin de terre - le moins bon évidemment - dont bientôt ils auraient dû se séparer faute de pouvoir le cultiver. C'est ainsi que les communes conservèrent, malgré les édits de la farouche Convention, des millions d'hectares de terres communales.

Ajoutons, pour finir, que « l'ordre » fut bientôt rétabli par Robespierre qui fit guillotiner « les anarchistes » - c'est ainsi qu'on appelait dès lors les Hébertistes et tous les révolutionnaires irrespectueux de la propriété bourgeoise, et que les lois contre les accapareurs, le *maximum* du prix des denrées et le cours forcé des assignats n'étant toujours qu'un compromis, continuèrent de maintenir la propriété bourgeoise tout en la limitant très modestement.

Mais cette limitation prit fin, on le sait, lorsque le parti des jacobins, resté maître de la situation, mais abandonné par les révolutionnaires du peuple, sombra lui-même dans le coup d'Etat thermidorien<sup>(5)</sup>.

**NOTES**

- (1) Pour vérifier l'exactitude du fait, consulter le *Moniteur*.
- (2) Leverdays, dans un livre malheureusement trop peu connu. *Les Assemblées parlantes* (paru en 1883, chez Marpon et Flammarion) a traité la question concernant la Convention. Encore n'a-t-il pu analyser aucun de ses décrets : cette analyse eût certainement prouvé que même la Convention « épurée » n'a fait que voter des compromis.
- (3) Les historiens se gardent de mentionner ce décret. On le trouve dans le *Moniteur*.

(4) On n'a jamais expliqué la terrible insurrection de la Vendée. Quiconque connaît un peu l'histoire sait que toutes les guerres réputées religieuses ont toujours eu pour mobile une question d'ordre économique. Les boucheries des Hussites, les soulèvements du temps de la Réforme, voire même les autodafés de l'Inquisition, eurent des causes économiques.

La Vendée ne doit pas faire exception à la règle. Et nous sommes persuadé, que lorsque l'histoire de la Vendée aura été faite par d'autres que des monarchistes d'une part et des révolutionnaires bourgeois d'autre part, on verra que cette insurrection formidable eût pour cause la haine contre les décrets bourgeois des législateurs de la Révolution. Les terres communales doivent y avoir été pour beaucoup. Quant à la religion, au Roi, à la Fleur de Lys, etc, ce n'était certainement que des *emblèmes* du malaise économique. Mais que voulez-vous qu'on sache là-dessus tant que les historiens ne tiennent aucun compte des origines des mouvements populaires et se bornent à copier pour 1789-1793. *Les Amis de la Liberté!* Aucune histoire de la Grande Révolution ne mentionne même les décrets relatifs à ces questions des droits féodaux et des terres communales : il faut les chercher chez Dalloz ou dans les recueils de lois. Deux explorateurs seulement, deux Russes (Vassilchikoff et Karéeff) ont cherché à faire la lumière sur ce sujet. Encore ce dernier n'a-t-il étudié dans les archives que les débuts de la Révolution, et le premier, écrivain en Russie, n'a-t-il pu consulter que les documents de seconde main. Quant aux bourgeois français, ils tiennent à jeter le voile sur l'œuvre de leurs grands-pères et à abasourdir le peuple de grands mots pour mieux l'exploiter la prochaine fois.

(5) Voyez Mignet.

**Abonnement 5 numéros (1 an):**

- France : 90 FF
- Europe : 100 FF
- Autre pays : 110 FF

**Abonnement 10 numéros (2 ans):**

- France : 170 FF
- Europe : 190 FF
- Autre pays : 210 FF

**Abonnement de soutien (2 ans):**

300 FF (ou plus!!!)

**Abonnement militant (5 exemplaires de chaque numéro pendant 1 an):**

350 FF

NOM .....

PRENOM .....

ADRESSE .....

.....

CODE POSTAL .....

VILLE .....

PAYS .....

Formulaire à retourner à : IRL, 13 rue Pierre Blanc, 69001 LYON  
Chèques à libeller à :  
IRL CCP 4 150 95 N LYON





### J'APPORTE MA PIERRE AU CHANTIER

**C**ela fait déjà quelques temps que je me doute des problèmes auxquels vous devez faire face avec la publication du journal. Je fais partie du groupe FA de Nantes et je m'occupe du journal de ce groupe. Nous avons aussi les mêmes problèmes, à la fois rédactionnels et logistiques (pourtant, nous n'utilisons pas d'imprimerie mais la photocopie!!!)

Je ne pourrais être à votre réunion du 17 décembre car nous organisons une manifestation contre la loi Pasqua Pandraud. Ceci dit, je peux apporter ma pierre au chantier.

J'ai la possibilité de faire de la composition en utilisant des ordinateurs Macintosh et une imprimante laser de même marque. J'ai à ma disposition un certain nombre de logiciels de « mise en page » ou de traitement de texte évolués et complets. Je vous propose de m'envoyer une partie de vos textes à composer (un quart ou un tiers pour le moment) avec tous les paramètres de mise en page...

Régis, Nantes

*(le long texte de Kropotkine sur « La Grande Révolution » publié dans ce numéro est la « première pierre au chantier » posée par Régis. Nous invitons toutes les personnes possédant un ordinateur avec des logiciels de mise en page, à nous apporter leur « pierre ». Toute contribution, aussi modeste soit-elle nous aidera grandement. IRL)*

### UN AGGIORNAMENTO DE L'ANARCHISME HISTORIQUE

**J**'espère bien sûr qu'IRL continuera et il faudrait, à mon sens, faire un double effort : à la fois en direction des expériences concrètes sur le terrain dans la région Rhône-Alpes pour à la fois en avoir connaissance et que les différents acteurs se mettent en contact les uns avec les autres,

et en direction d'un aggiornamento de l'anarchisme historique vers l'écologie sociale à la fois dans les pays « développés » (Bookchin) et le tiers-monde (Partant).

Jean-Jacques  
Montpellier

### MAINTENIR EVEILLÉE LA VOLONTÉ DE CHANGER

**J**'espère tout de même que la situation, sur tous les plans, va s'améliorer. Il serait dommage que l'aventure d'IRL doive s'arrêter!

Je crois qu'il ne faut pas avoir trop d'illusions en ces temps; actuellement notre seul rôle, à mon avis, est de « maintenir éveillée en nous et un peu chez les autres, la volonté de changer, et... ». Nous garderons peut-être en réserve une solution qui sera utilisée plus tard!

Francis  
23 Royère de Vassivière

### PARLEZ PLUS SOUVENT DES FEMMES

**J**'espère que votre réunion a eu du succès, je regrette de ne pas avoir pu y venir.

Je voulais simplement vous dire que j'apprécie beaucoup le journal, ma fille et moi lisons pratiquement tous les articles. Je souhaite y voir traiter plus souvent si possible des femmes... courage.

Danièle  
42 Le Chambon Feugerolles

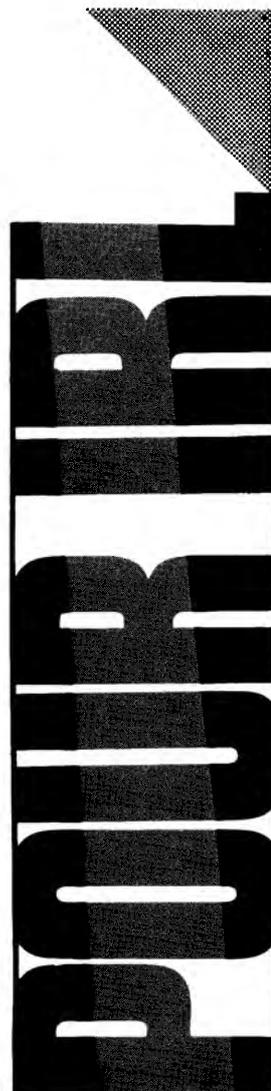
### SUGGESTIONS TOUS AZIMUTS POUR IRL

**P**roduction d'affiches, agendas... faisant connaître IRL. Présence dans les rassemblements libertaires d'une table de presse, expo-ventre d'IRL-ACL (prévoir les dates, un stock d'ouvrages...).

Constitution d'autres rédactions d'IRL dans d'autres villes. A la lumière de l'expérience passée (IRL-Paris), discuter de l'autonomie, des pouvoirs de chacun, du type de participation, rédaction, fabrication.

**A défaut :**  
Transformer la revue en cahiers bi-annuels ou trimestriels, en se limitant à un thème, un dossier...

Abdel-Wahid  
Paris



## NEUF MILLE KILOMETRES NOUS SEPARENT

**N**ous venons de recevoir le numéro 79 d'IRL, ce dont nous vous remercions infiniment.

D'après le message de la page 2, vos problèmes d'ordre économique et de collaboration ne s'estompent malheureusement pas.

Ci-joint vous trouverez 200 FF qui vous seront, c'est ce que nous espérons, d'une certaine utilité.

Collaborer, en vous envoyant un article ou des informations sur le Mexique, paraît au premier abord intéressant, mais en y réfléchissant bien, nous sommes convaincus que lestermes dans lesquels ils seraient rédigés choqueraient ou déplairaient à vos lecteurs/lectrices car le contexte spécifique au Mexique et celui de la France sont vraiment/ et ce, en ne parlant que de la «mouvance libertaire-anarchiste», bien que mouvance soit un bien grand mot pour le Mexique.

Apparemment, les problèmes économiques sont le dénominateur commun de toutes les revues libertaires/anarchistes. Nous allons essayer de vous donner quelques conseils, basés sur notre expérience personnelle :

1) Réduire le coût de production d'IRL (papier plus économique par exemple).

2) Augmenter le nombre d'exemplaires de la revue vendus. Si la vente est insuffisante, en chercher le ou les motifs.

3) Faire un tirage que vous pouvez effectivement vendre. Ne pas imprimer 2000 si vous ne pouvez en vendre que 1500 ou 1000.

4) Séparer totalement le travail purement politique d'une militance libertaire/anarchiste de celui de la revue en elle-même. C'est quelque chose de très important.

IRL est une revue d'informations et de communication qui touche le public en général. Expliquons-nous : IRL n'est pas l'organe d'une organisation spécifique, donc son champ d'action est beaucoup plus ample, moins restreint. Il ne faut pas confondre les différents niveaux ; si on les confond, on se crée à soi-même un dilemme insurmontable. En deux mots : politique anarchiste et édition de revues, livres, etc..., faite à un niveau indépendant de toute organisation sont deux choses différentes.

5) En fait, vous-mêmes allez définir le futur de la revue. Si vous vous sentez vaincus, si vous pensez qu'elle ne vaut plus la peine d'être faite, vous interrompez IRL et c'est une décision que vous prendrez **indépendamment** de tous les camarades proches de la revue, mais qui ne font pas le travail réel, effectif, nécessaire au soutien de la publication. Nous n'avons pas très bien compris l'invitation à l'assemblée générale ouverte à tous. Pour éditer une revue ou des livres, le nombre n'en fait pas la qualité. **La Protesta**, un des plus intéressants journaux anarchistes argentins, était tiré par un petit groupe de personnes ; à

un moment donné, il n'y en avait qu'une seule qui s'en chargeait.

Personne d'autre ne pourra vous aider à retrouver votre vivacité que vous-mêmes. C'est vous qui puiserez au plus profond de vous-mêmes pour trouver de nouvelles forces, car vous avez les ressources suffisantes et l'expérience nécessaire pour continuer si vous le désirez. Et, si vous vous laissez vaincre après plusieurs années d'apprentissage quotidien, que pourra-t-on attendre des jeunes camarades qui timidement essaient de s'intégrer au mouvement anarchiste ?

Vous seuls allez décider du futur d'IRL. La décision prise sera la correcte.

Sincères amitiés anarchistes et sincère solidarité malgré les 9000 kms qui nous séparent.

Omar et Chantal,  
ediciones Antorche,  
Mexico

## QUELQUES CONSIDERATIONS SUR VOTRE CIRCULAIRE

**I**RL connaît une situation que nous connaissons bien au CEREL et qui est propre à tous les groupes, revues et orgas... à savoir : lorsqu'on fonctionne en bénévolat ou militantisme, que l'on soit 5, 10, 20 ou 50 dans une réunion, ce sont toujours quatre à cinq personnes qui assument les responsabilités ainsi que les projets à réaliser. En cela, nous ne différons nullement des «autres»... Alors ? Que faire ? Où réside la solution... j'avoue que cela fait 15 ans que l'on se pose la question et nous ne l'avons jamais résolue.

— Faut-il en finir avec le bénévolat ? et travailler avec des professionnels sur certains projets comme nous le faisons souvent avec des résultats concrets.

— Faut-il travailler en groupe affinitaire avec le danger de former une nouvelle chapelle... et se fermer aux autres ?

— L'équilibre est-il entre les deux ?

Au CEREL, avec toute la meilleure volonté de démocratisation, il faut dire que les résultats bien que très importants, sont faibles sur le plan de la responsabilisation et de la prise en charge de projets par d'autres copains hormis ceux qui assument régulièrement.

Nous cherchons des solutions, et ceci n'est que notre réflexion, sortie de notre pratique, certains ont beau critiquer les points et les virgules, que font-ils, eux, de leur côté ? Quel résultat ?

Alors pour IRL, qui mérite bien que l'on fasse des efforts de par sa qualité, que pouvons nous faire directement, nous qui sommes à des lieux de lui par la distance ?

— Nous avons déjà fait abonner et connaître IRL à des copains et copines qui ne le connaissent pas et qui ne font pas partie du mouvement...

— Nous sommes abonnés...

### LES SOLUTIONS :

— Si les personnes qui le font ne peuvent plus assumer par fatigue ou lassitude, par manque de temps, arrêtez ! Ce qui entraînerait la disparition d'un des seuls canards intéressants dans l'hexagone.

— Elargir le comité rédactionnel et les tâches à d'autres copains, mais il nous semble que vous le faites déjà, pourtant pour le travail de base, vous semblez demeurer à 3 ou 4 !

— Lancer une campagne publicitaire vers d'autres horizons et d'autres individus... mais il faut beaucoup de fric !

— Vous regrouper avec d'autres canards qui connaissent les mêmes problèmes, en laissant à chacun un espace qu'il conviendrait de déterminer. Cela permettrait de regrouper les fichiers, les abonnés (donc d'accroître les abonnements et ouvrir le journal à d'autres personnes, réduire les frais financiers, élargir le comité rédactionnel, etc...).

Nous pensons notamment à des journaux comme «Mise à Pied» — qui a arrêté sa parution non pas par faute d'abonnés, mais par faute de combattants —, à «Agora» — idem —, «Chroniques Libertaires» — qui, s'il n'a pas arrêté sa parution connaît les mêmes problèmes... Mais peut-être est-ce trop demander à des libertaires pour que l'on puisse travailler ensemble, pour nous qui sommes par théorie solidaires, égalitaires et pour une autre société. Pratique, où es-tu ?

— Bien qu'ayant beaucoup de travail à l'atelier, personnellement nous sommes prêts à participer, mais de quelle façon ? articles ? cela ne résoudra pas le problème des tâches matérielles puisqu'IRL est fait à Lyon. C'est sur Lyon ou sa proche banlieue, qu'une solution — du moins pour sa confection — doit être trouvée.

— Nous avons déjà proposé notre fichier associatif (celui des gens qui ont participé à l'une ou l'autre des activités proposées par le CEREL depuis 15 ans), pas de réponse ! Nous l'avons fait pour aider IRL à s'ouvrir d'autres espaces, évidemment tous — loin de là — ne sont pas libertaires, mais le but de notre pratique n'est il pas de conquérir d'autres horizons, de dépasser la chapelle, la secte... ?

Voilà grossièrement et vite fait sur le zinc, quelques unes de nos réflexions, si cela peut servir ! Merci de nous tenir informés de la suite des événements.

Jean-claude et Margarita  
11 Limoux

## POUR UNE DECENTRALISATION D'IRL

**V**oici un petit mot au sujet d'IRL, puisque je ne peux venir à la réunion.

Techniquement, ce qui ne me convient pas :

— la mise en page trop serrée, ce qui rend la lecture difficile et n'invite pas le néophyte à lire, ni même feuilleter le journal. J'ai plusieurs fois vu des gestes de découragement, rien qu'au feuilletage.

— Le journal est fait de dossier ou presque, et donc plus proche d'une revue, tout en n'en étant pas une, d'où deux inconvénients :

- articles de fond souvent incomplets  
- pratiquement pas d'actualités, ce qui n'incite guère le lecteur à participer.

Ce qui me convient :

— Les photos ou dessins  
— Les journaux dossiers (les vrais dossiers)  
— Le fait que le journal soit un lieu de rencontres et un lieu dynamique.

Suggestions :

— Présentation plus aérée.  
— De courts articles sur l'actualité de la vie des groupes ou individus alternatifs.

— Une rédaction d'articles parfois peut-être moins soignée au niveau du style, mais émanant de personnes plus diverses (ceux qui écrivent mal peuvent aussi avoir quelque chose à dire).

— Ne pourrait-il pas y avoir une rubrique genre «courrier des lecteurs» ? petites annonces de rencontres, animations, etc... ?

— Quand à la participation active à la confection du journal, elle suppose quelques connaissances techniques. Mais ne serait-elle pas possible à organiser petit à petit ? Le fonctionnement de Courant Alternatif me semble intéressant.

La critique est facile moins l'art lui-même. Mais je trouve très important qu'IRL vive car les journaux militants disparaissent peu à peu et c'est pourtant un outil de confrontation et de liaison indispensable.

Proposition : pour ma part, je ne peux aider ni financièrement ni en articles (j'écris péniblement). Par contre je peux participer en temps s'il y a décentralisation.

Marie-Catherine  
Clermont Ferrand

**EN L'ABSENCE DE DEFINITIONS CLAIRES, ENTERREZ IRL!**

**M**a première réflexion est l'utilité d'IRL dans la situation actuelle. Si j'en suis persuadé jusqu'à maintenant, je pense qu'il faut être conscient qu'il y a un groupe limité de lecteurs pour plusieurs publications dont les différences ne sont pas toujours évidentes. Exemples: Iztok traite volontiers de l'Algérie, de Cuba; Chroniques Libertaires à abordé les Cobas; enfin Noir et Rouge, Courant Alternatif et aussi le Monde Libertaire publient des analyses ou des dossiers qui seraient très bien dans IRL. Il faut ajouter que les collaborateurs d'IRL, ou de la presse libertaire sont parfois les mêmes (Gandini, AAgar Dunord, Mintz).

Une solution — sans doute libertaire — mais utopique (vu la réaction habituelle des intéressés) a été de proposer à des publications à diffusion restreinte, comme Iztok et Chroniques Libertaires, d'intégrer leur numéro en feuillets séparés dans IRL. La formule peut être revue, sans doute.

Le véritable problème est de choisir des tâches concrètes pour que IRL apparaisse comme différent. Une première possibilité est de définir un plan de travail et de le réaliser. Par exemple, les risques de putschs militaires en cas de crise en Europe occidentale, électoralisme libertaire avec couverture écologique et effets positifs possibles, luttes sociales et coordinations libertaires permanentes, solidarité concrète aux luttes violentes dans le tiers-monde.

Une deuxième approche est de considérer IRL comme une revue d'étude populaire et publier des analyses solides et lisibles. Cela impliquerait de publier, le cas échéant, une étude en 4 ou 5 parties avant d'en faire un livre. Il me semble que pour le livre d'Ellul («Anarchie et Christianisme», éditions ACL, ndlr) et la brochure sur Fieux («Paroles et Ecrits de Joël Fieux», ACL, ndlr), cela aurait été plus efficace comme diffusion.

Enfin, et ce n'est pas vraiment une rupture avec le point 2, une troisième vision serait de faire un Gavroche anar, c'est-à-dire fonder dans la mode —saine du reste— de la revue historique agréable et plutôt limitée au XIX et au XXème siècle, ce qui permet d'englober l'actualité.

Dans l'absence — possible — de définitions claires, je pense qu'il vaut mieux enterrer IRL, tout en conservant la structure rédactionnelle pour collaborer aux autres publications libertaires, soit pour ne gérer que l'Atelier de Création Libertaire.

Frank  
Région parisienne



**VOUS PAYEZ LE PRIX D'UNE IMPUISSANCE A EVOLUER**

**H**abitant l'île d'Oléron, je ne pourrai, est-il besoin de le préciser, pas venir à votre fête.

Un petit mot cependant, de la part d'un lecteur abonné depuis toujours puisque, et oui, j'ai la collection complète d'IRL.

De ce point de vue, votre disparition m'arrangerait beaucoup financièrement, car d'ici quelques années, les cancrelats du mouvement libertaire seront friends d'un sarcophage où il ne manquera aucune bandelette à la momie. Mais... on ne se refait pas, l'aspect financier des choses n'a jamais été ma préoccupation majeure.

Si je puis me permettre, je pense que vos difficultés sont liées à plusieurs choses :

- le creux de vague affectant la militance et la révolution
- la non-maîtrise d'un réseau de points de vente et d'un circuit de distribution
- l'isolement politico-économique consécutif au choix de l'autonomie ne s'inscrivant pas ou peu dans une perspective fédérative
- une certaine non clarté dans le projet politique (au sens large) véhiculé par la revue.

Ces éléments et bien d'autres fondent à coup sûr vos difficultés présentes qui ne datent cependant pas d'aujourd'hui.

Pour ce qui me concerne, croyez-le ou non, je ne m'en réjouis nullement et si je puis vous aider je le ferais volontiers.

Vous représentez en effet un aspect important dans le mouvement libertaire. Au fil des ans vous avez su mener une réflexion, paufiner une approche des idées et des choses et catalyser en positif de multiples énergies.

— n'avez pas su couler les fondations d'une stratégie politique claire, définissant enjeux, tactiques et perspectives. Vous —comme nous et d'autres— n'avez pas su semer les graines d'un renouveau organisationnel au plan du mouvement libertaire comme au plan du mouvement révolutionnaire dans son ensemble.

De tout cela, il faudra bien parler un jour si nous voulons sortir de l'ornière où nous pataugeons hélas depuis trop longtemps, tous autant que nous sommes.

En espérant que vous puissiez vous refaire suffisamment de santé pour pouvoir avec d'autres oser ce pari de la reconstruction et de la rénovation je vous adresse toutes mes salutations les plus fraternelles. Bon courage et bonne chance à vous.

Pour tout cela, il serait criminel de ne pas vous tendre la main.

Cela étant, vous payez aujourd'hui (et je vous rassure vous n'êtes pas les seuls car la «crise» affecte et infecte tout le mouvement libertaire) le prix d'une certaine impuissance à évoluer. Vous —comme nous et d'autres— êtes restés enfermés dans un sectarisme boutiqueur ou le non-dit pèse des tonnes et que s'il a pu dans le passé avoir de bonnes raisons d'être, est aujourd'hui un véritable non-sens. Vous —comme nous et d'autres— n'avez pas su déconstruire l'archaïsme de notre édifice théorique pour en reconstruire un nouveau traversé par les mêmes grands principes mais adapté aux temps présents et à venir. Vous —comme nous et d'autres— n'avez pas su élaborer un projet social et sociétaire crédible, légitime et désirable. Vous —comme nous et d'au-

**« NIE DAC SIĘ »**

**M**erci beaucoup pour IRL, nous avons lu l'introduction qui était assez pessimiste. Nous ne connaissons pas votre situation ni vos expériences. Mais nous sommes sûrs qu'on ne peut pas renoncer à ces rêves. Il faut toujours faire son boulot (grand travail!) pour la Liberté.

En vérité, nous ne savons pas quoi écrire, mais après avoir lu le texte nous sommes devenus tellement tristes que nous voudrions vous consoler un peu. Nous avons commencé cette lettre, nous ne savons pas quoi écrire de plus... Arthur Rubinstein avait son mot polonais favori «Nie dac się», cela veut dire «tenir tête»; alors, il ne faut pas se résigner, il ne faut pas laisser les échecs nous changer. Puisque Rubinstein a toujours répété ce mot, c'est bien cela qu'on veut vous transmettre.

Nous vivons en Pologne, notre situation est plus dure à cause du régime mais, d'un autre point de vue, elle est moins dure parce que nous avons à lutter concrètement contre le régime. On peut dire que nous sommes dans l'opposition, mais en vérité, nous sommes dans l'opposition à notre gouvernement et (souvent) dans l'opposition à l'opposition (Solidarité). Tout cela crée une situation dans laquelle il nous est difficile de nous retrouver. Tout cela est bien difficile à vous expliquer, merde!

On aime beaucoup IRL et pas seulement parce que dedans il y a des photos polonaises.

Grosses bises en vous souhaitant bonne chance.

Anne et Krzysztof  
Pologne

Jean-Marc,  
St Georges d'Oléron

# l'Algérie ou la mort des nôtres

## ■ RIEN A GAGNER RIEN A PERDRE

« Et alors, tu veux que je te brûle? » C'est en ces termes que des jeunes, en altercation avec des propriétaires de grosses voitures, répondent en ce mois d'octobre, mois qui a connu les émeutes les plus sanglantes de l'histoire de l'Algérie indépendante.

A ceux qui assimilent cette révolte à des actes de vandalisme, Jimmy rétorque à juste titre que : « le seul vandalisme, la seule barbarie sont du côté de ceux qui tirent sur la foule en lutte, qui massacrent la jeunesse soulevée ».

En effet, comme première réponse au soulèvement de la jeunesse, le gouvernement de Chadli Benjedid s'est livré à un baptême de sang en assassinant quelques 500 manifestants. La torture des personnes arrêtées confirme l'obscurantisme, que dis-je?, le totalitarisme d'un régime qui se cache derrière l'étiquette socialiste et « les acquis de la lutte nationale ».

Devant cette apparition sanguinaire, l'Etat algérien tente de se refaire une virginité par une mise en scène « pérestroïkiste » qui consiste à amnistier certains révoltés, à limoger le patron du FLN et celui de la Sécurité militaire (Chérif Messadia et Lakhel Ayat) et à utiliser le vote populaire. Mais le référendum du 3 novembre, indépendamment du succès qu'il a eu, est par sa présentation même — voter pour ou contre les réformes (lesquelles?) — une supercherie. Notons le progrès dans la manière de tricher : on ne parle plus de 99,99% de oui, mais de 92,27%; ce qui est un signe incontestable de démocratisation selon des journaux respectés comme le Monde.

Le prétendu changement de la constitution dans le cadre du parti unique et de l'incontestable confiscation du pouvoir politique par le FLN et les militaires tourne à un reclassement au sommet au profit des « réformistes » (limitation du secteur public, encouragement du privé et semblant de démoc-

ratization) et contre les tenants de l'orthodoxie boumédienniste. Du même coup, il permet à Chadli de se prévaloir d'une légitimité populaire et de reblanchir son image de marque, ternie par ses crimes pendant les émeutes.

Presque un trimestre après les émeutes d'octobre, les Algériens qui attendent un changement du congrès du FLN du référendum ou de la nomination de Kasdi Merbah au poste de premier ministre, risquent d'être déçus. Le journal le Monde, pourtant bien documenté, présente celui-ci comme un homme modéré de dossiers en oubliant qu'il était sous Boumédiène le chef des services secrets militaires, l'artisan du coup militaire de 1965 et l'assassin de deux militants indépendantistes algériens Mohamed Khider et Kraïm Belkassam.

Les seules mesures concrètes adoptées par l'Etat algérien après émeutes sont la création d'un Conseil Constitutionnel et une loi obligeant les responsables politiques à faire état de leur richesse avant et après leur mandat.

Après le référendum, le gouvernement devrait obtenir l'aval de l'Assemblée Populaire Nationale. Or, cette assemblée est constituée en exclusivité de pions du FLN (un front constitué de militaires en uniforme et de militaires en civil). Comme dit Robert Bonnaud : « l'Algérie n'est pas un pays qui a une armée, elle est une armée qui a un pays (1) ». Elle ne peut par conséquent qu'être d'accord avec Merbah et Chadli qui, au dernier congrès du FLN, ont dénoncé ouvertement les illusions du multipartisme.

Ce discours contraste avec l'analyse de T. Fabre qui perçoit une volonté pluraliste chez les dirigeants de l'Etat algérien (2). Les collectifs en voie de constitution ne sont pas l'émanation du pouvoir et les relais de la Présidence, comme il a tendance à l'affirmer, mais les expressions de contre-pouvoirs étatiques.

## ■ LES RAISONS DE LA COLÈRE

Avec une population de 50% de jeunes, un taux de chômage de plus de 17%, la pénurie des produits de première nécessité (sucre — semoule — café...), une dépendance économique croissante et un musellement de la société civile, l'Algérie n'est plus un modèle pour le tiers-monde. G. Villiers remarque que l'Etat autoritaire et volontariste algérien détenu par les dirigeants nationalistes et techno-bureaucrates n'est un demiurge qu'en apparence (3).

La baisse des recettes pétrolières depuis 1986 s'accompagne d'une dette extérieure de 25 milliards de dollars. L'agriculture ne couvre pas plus de 40% des besoins alimentaires de la population. La valeur globale des importations agro-alimentaires s'est multipliée par 13 entre 1969 et 1985. Le processus d'industrialisation dont se vantent des dirigeants algériens est un processus d'importation des technologies.

Certes, il n'est pas facile de trouver une réponse économique adéquate au développement inégal dans le cas du marché capitaliste mondial, mais les timides tentatives d'autogestion ont été tuées dans l'œuf. Le modèle de développement basé sur le monopole par l'Etat de l'ensemble du système économique, ne peut générer qu'une nomenclatura de technos-bureaucrates doublés de moujahidines du dogme, cerbères de la « charte nationale » baptisée « tarte nationale » par le peuple, considéré comme citoyen de seconde zone par rapport au militant du FLN.

L'histoire sociale de l'Algérie étonne par ses paradoxes. Dans le passé, l'embryon d'un socialisme autogestionnaire était l'initiative non des militants nationalistes mais des journaliers agricoles. A présent, les jeunes se révoltent, mais ce sont les partis politiques et les organisations humanitaires ou professionnelles qui se font entendre, non sans difficulté d'ailleurs.



## UN P'TIT CHOUIA D'EL MOUVEMENT

Dans un pays où les médias sont entièrement contrôlés par l'Etat, 70 journalistes ont, dans un premier moment, osé braver l'interdit et signer une pétition contre l'embargo médiatique du pouvoir. Ils ont proposé la création d'un comité de rédaction dans chaque organe de presse ainsi que deux commissions chargées de défendre un journalisme indépendant. Dans un deuxième moment, 500 journalistes ont exposé devant la commission d'enquête de la Ligue algérienne des droits de l'Homme, les dérives de l'information.

De leur côté, les médecins alertés par la torture et le massacre des jeunes, ont pris d'assaut la citadelle de l'Union médicale algérienne et comptent mettre en place une coordination nationale pour la constitution d'une organisation autonome.

Une dizaine d'avocats ayant appartenu au collectif de défense du FLN ont envoyé une lettre ouverte à Chadli lui demandant d'instaurer le pluralisme politique.

18 personnalités historiques, membres de la révolution algérienne ont demandé une conférence nationale et le report du 6ème congrès du FLN afin d'éviter la « précipitation des réformes institutionnelles ». Ils ont dénoncé, ainsi que la deuxième Ligue des Droits de l'Homme — créée par le pouvoir dans le but de contrecarrer la LADH d'Ali Yahia, adhérente à la Ligue Internationale des Droits de l'Homme —, la torture contre les jeunes arrêtés.

Le revendications les moins réformistes viennent, d'une part du parti de l'Avant-Garde socialiste, issu du parti communiste algérien (appel à l'abstention au référendum du 3 novembre et application d'un programme socialiste) — comme tout parti communiste opportuniste, le PAGES vient de donner son adhésion au programme de Kasdi Merbah dans l'espoir de faire partie des tendances politiques tolérées par le FLN — et d'autre part des étudiants.

Les « Etudiants Déchaînés » dénoncent la supercherie du référendum et la désinformation des médias. Le « Comité de Solidarité » des étudiants agit massivement pour l'abolition de la torture, le jugement des tortionnaires, l'amnistie générale et l'instauration des libertés démocratiques.

Ajoutons à ces mouvements celui des intégristes qui ont tenté de récupérer l'émeute et qui, sous la direction du Cheikh El Hadj, bénéficient d'une grande sympathie auprès d'une catégorie de la population.

Malgré ces quelques points sombres, ces événements ont pour mérite de

## A propos de la révolution algérienne

Il existe des problèmes essentiels dont on ne peut parler aussi souvent que l'on voudrait, car il est vain de prétendre les résoudre uniquement par la plume (cela est tellement facile) alors que des actes autrement concrets seraient la seule contribution logique à leur résolution : tel est le cas du problème algérien. Là-dessus, nous aurions pu écrire, aussi, de belles pages vertueuses, indiquant à la Résistance algérienne ce qu'elle avait à faire pour éviter ceci ou cela, donnant des directives précises pour l'établissement d'une société libertaire après la liquidation du colonialisme français, etc... Nous aurions eu ainsi l'impression de « faire quelque chose » alors que les Algériens pensent, eux, que les seules attitudes valables sont, soit de collaborer étroitement avec leurs résistants en France, soit de prendre un fusil et d'aller rejoindre les maquis d'Algérie, en réservant les critiques pour après la guerre.

Comme nous n'adoptons toutefois pas ces attitudes, en raison des divergences qui nous séparent effectivement, en tant qu'anarchistes, de certains aspects de la Résistance nationale algérienne, nous avons donc assez peu traité de la question d'Algérie dans nos cahiers (voir N. et R. n° 7-8) consacrés au nationalisme, nous limitant à quelques études d'ordre économique et géographique.

Ce qui ne signifie pas pour autant que nous soyons d'accord avec certaines tendances au sein du mouvement anarchiste, où, sous prétexte des divergences d'ordre idéologique dont nous parlions plus haut (conception, esprit et objectifs de la lutte nationale, rôle de l'Etat dans la nation algérienne, entre autres) on se complait dans une attitude équivoque de « balance » renvoyant dos à dos les deux parties et aboutissant à un soutien objectif de la « présence française » en Algérie. Si nous faisons peu, ou rien, pour la résolution du conflit, nous ne pouvons néanmoins accepter, et actuellement moins qu'à tout autre moment, de telles positions. Tout en refusant le nationalisme comme l'impérialisme, on ne peut confondre sciemment l'exploiteur et l'exploité, l'opresseur et l'opprimé. Pour nous, les anarchistes ne peuvent qu'être partisans convaincus de la destruction du colonialisme français en Algérie. Sans réclamer de « fusil d'honneur » et sans être partisans de la boucherie pour cela, nous ne pouvons être moralement qu'avec le peuple algérien combattant, avant son indépendance pour sa vie purement et simplement.

Si nous en sommes brièvement revenus à parler de ce problème, c'est que nous pensons qu'à l'heure où la folie militariste et le racisme anti-« bicot » sont en plein déchaînement, même une simple position de principe peut et doit être réaffirmée. Ne serait-ce que pour nous délimiter.

### LES GROUPES ANARCHISTES D'ACTION REVOLUTIONNAIRE

NOIR ET ROUGE N. 10 - 1958

(tiré de *Noir et Rouge, anthologie (1956-1970), Acratie*)

renforcer la société civile algérienne affaiblie par le colonialisme et le FLN. Ils vont aussi disperser nos dernières illusions sur le capitalisme d'Etat, désacraliser le nationalisme algérien et probablement inaugurer une nouvelle lecture moins religieuse de l'actualité sociale.

## KAKI KAKA

L'analyse anthropologique de

Mohamed Harbi concernant le FLN pendant la lutte pour la décolonisation semble judicieuse pour comprendre ce qui se passe actuellement : « le FLN se pense un peu comme un Etat qui englobe la société en lui. Il s'arroge la fonction de percepteur et celle de juge (...) Quand on lit les rapports relatifs à des exécutions, on se rend compte que, quand les gens qui écrivent ces rapports parlent du type qu'ils tuent, ils en parlent comme dans un film sicilien. On tue un frère (...) parce qu'il le faut (...) ce n'est pas comme lorsqu'on tue un ennemi (4) ». Est-ce que cette allusion

## LE MANIFESTE DES « 121 » (SEPTEMBRE 1960)

A la fin de juin 1960 le Centre de coordination de Mauri-Pagat organise une journée d'action non-violente pour la paix en Algérie. La manifestation est interdite par le gouvernement, de nombreux manifestants arrêtés, parmi lesquels Louis Massignon, qui passe la nuit au centre d'internement de l'ex-hôpital Beaujon, où, selon Pierre Stibbe, son comportement a été « admirable » (1).

A la suite d'un discours dans lequel Charles de Gaulle, le 14 juin, a, en termes encore fort vagues, fait offre d'une « fin honorable » de la guerre, une perspective de pourparlers avec le F.L.N. est esquissée à Melun, du 26 au 29 juin. Les émissaires du Front ont à leur tête Me Ahmed Boumendjel; mais ces contacts tournent court. Il est temps d'en finir. Aussi Maurice Blanchot et Maurice Nadeau soumettent-ils à un certain nombre d'intellectuels, en septembre 1960, une déclaration sur le droit à l'insoumission dans la guerre d'Algérie. Nous y proclamons : « Nous respectons et jugeons justifié le refus de prendre les armes contre le peuple algérien. Nous respectons et jugeons justifiée la conduite des Français qui estiment de leur devoir d'apporter aide et protection aux Algériens opprimés au nom du peuple français ».

Ce texte recueille rapidement 121 signatures auxquelles s'ajoutent par la suite beaucoup d'autres.

Vingt-huit ans après leur manifeste contre la guerre d'Algérie

## L'indignation des « 121 »

En 1960, nous avons signé un texte contre la guerre d'Algérie. Nous voulions affirmer notre solidarité avec les soldats français du contingent qui refusaient de porter les armes contre le peuple algérien. Dans ce « Manifeste des 121 », qui valut à plusieurs d'entre nous d'être inculpés et que nous n'avons jamais renié, nous écrivions : « La cause du peuple algérien [...] est la cause de tous les hommes libres. » C'est au nom de cette même conviction que nous disons aujourd'hui notre indignation.

Nous condamnons la répression sanglante que le gouvernement algérien oppose, comme seule réponse, à sa jeunesse qui manifeste. Nous demandons au gouvernement français d'intervenir auprès des autorités algériennes pour qu'elles mettent fin à une politique qui déshonore l'Algérie indépendante.

Hélène BALFET, Jacques-Laurent BOST, Georges CONDAMINAS, Hubert DAMISCH, Danièle DELORME, René DUMONT, Robert JAULIN, Serge LAFAURIE, Monique LANGE, Claude LANZMANN, Henri LEFEBVRE, Michel LEIRIS, Maud MANNONI, Maurice NADEAU, Jacques PANIJEL, Hélène PARMELIN, Ernest PIGNON, Bernard PINGAUD, Maurice PONS, Jean-Bertrand PONTALIS, Jean POUILLON, Madeleine REBERIOUX, Jean-François REVEL, Maxime RODINSON, Jacques-François ROLLAND, Gilbert ROUGET, Claude ROY, Françoise SAGAN, Nathalie SARRAUTE, Claude SAUTET, Robert SCIPION, Anne-Marie de VILAINE.

*Cette liste ne comprend que ceux des « 121 » qu'il nous a été possible de joindre. D'autres signatures, nous n'en doutons pas, s'ajouteront à celles-là.*

au pur et à l'impur et cette référence à la culture algérienne et plus largement méditerranéenne peuvent justifier ou expliquer le dernier massacre d'octobre? Ceux qui ont eu l'Algérie au cœur, ceux qui ont apporté un soutien actif au MLN — et c'est la seule définition de la

pureté qui soit plausible — savent maintenant et beaucoup plus qu'auparavant, que le respect des valeurs culturelles s'arrêtent là où les droits de l'homme commencent. L'indignation des signataires du manifeste des 121 est venue rappeler cette vérité (voir encadré). Elle

ne s'inscrit pas dans une logique expiatoire ou nostalgique du colonialisme mais rappelle indirectement et vulgairement que le kaki, s'il soit français ou algérien, est du kaki et qu'un mouvement anti-colonial sans projet social porte en lui les germes de sa propre destruction et ne tarde pas à sombrer dans une dictature à visage national (5).

## CAMP DE L'EST ET CON DU SUD

L'histoire du FLN comme confiscation d'une révolution ressemble dans certains de ses aspects à la révolution russe détournée par les Bolchéviks. Daniel Guérin disait que : « le FLN s'est réclamé d'une cohésion nationale nécessaire sans doute pour bouter dehors l'occupant colonial mais a servi trop bien les intérêts de ses profiteurs bourgeois et petits-bourgeois. Il s'est enfermé dans un nationalisme étroit, primaire, au contenu social mesquin, où les riches consentaient à donner la main momentanément aux pauvres, pour mieux, par la suite, prendre sur eux leur revanche et substituer à la féodalité colonialiste une nouvelle féodalité bourgeoise, militaire et bureaucratique (6) ».

La NEP qui pointe à l'horizon tend à imposer un CHadlinine. Elle a plus tendance à être un programme économique que politique et social dans la mesure où elle se limite à faciliter la vie aux entreprises privées et à permettre à certains d'accéder à la propriété foncière tout en distribuant quelques miettes au peuple grignotées à l'orthodoxie boumédienniste. Dans cette politique, « l'impôt sur les fortunes » signifie-t'il quelque chose? L'essentiel reste à faire, remettre en cause le monopole du FLN et mettre l'armée dans la poubelle de la pré-histoire.

*Un ABDOUL très BOUGNOUL  
mais pas MOUJAHID pour un sou!*



### NOTES

- (1) R. Bonnaud : « Algérie, trois pouvoirs », La Quinzaine littéraire n. 519.
- (2) T. Fabre : « L'Algérie à la croisée des chemins », Esprit, décembre 1988, p. 17.
- (3) G. Villiers : « L'Etat démiurge, le cas algérien. Histoire et perspective méditerranéennes », L'Harmattan, 1987, 240 p.
- (4) Interview de Mohamed Harbi dans la revue SOU'AL, n. 7, sept 87, p. 9.
- (5) Les notes de P. Thibaud concernant le silence ou l'inadéquation des réponses des « néo-121 » à une situation nouvelle sont judicieuses. Mais le droit d'ingérence pour la démocratie se confond dans sa conception à la nécessité ou au désir d'assimilation aux valeurs européennes. « Les jeunes... participent à... l'éclatement du carcan nationaliste et le progrès des valeurs culturelles et politiques semblables à celles de l'Europe... », P. Thibaud : « La période des drapeaux est terminée », Esprit, décembre 1988, p. 21.

# kanaky ou le discours colonial

**A**u delà de l'émotion, la révolte, suscitée par la liste combien longue des crimes commis par le colonialisme français, notre colonialisme — celui que pour quelque raison nous laissons perpétrer — une interrogation plus profonde devrait nous saisir sur l'évolution de notre société dans son quotidien politique, ici Kanaky devient le révélateur d'une société française réelle au delà de ses conventions.

Il faut se souvenir de l'impunité des assassins de Declercq, Machoro, leaders successifs de l'Union calédonienne entre 81 et 85, de l'impunité des assassins des Hienghène qui pourtant avouèrent la préméditation d'une véritable opération de guerre, pour comprendre que le peuple Kanak était placé dans un état de non-droit, peuple dont l'extermination semblait — mais le semblait-il seulement? — couverte par la justice et la «raison d'Etat». Cette situation qui conduisit à l'affaire d'Ouvéa ou le FLNKS s'attaqua au symbole tangible — la gendarmerie — de l'Etat français et non à la population européenne, cette situation donc était de notre responsabilité, eut-elle le visage de l'indifférence, autant que l'œuvre de messieurs Chirac, Pons et Mitterrand.

Etat de non-droit que la mise en «état de guerre» d'une partie de ce qui est encore aujourd'hui un territoire français, état de non-droit que de livrer à une soldatesque «d'élite» (11e choc) le règlement d'un conflit dont la responsabilité incombe à l'autorité civile mais déjà trop absorbée à «sonder» ses succès électoraux. Il aura fallu exterminer jusqu'au dernier survivant de la grotte de Gossanah pour faire taire cette démission, interdire la presse, pour cacher la lâcheté des hommes en charge de l'Etat davantage soucieux de complaisance électorale que de respect des «institutions de la Démocratie».

Les discours indignés de ces messieurs du RPR à la libération des détenus Canaques impliqués dans la prise de la gendarmerie de Fayaoué, leur attitude lors du référendum du 6 novembre sont autant de menaces de nouveaux crimes dans l'avenir.

Mais ne soyons pas dupe, la libération, l'amnistie éviteront encore à l'Etat français de se soumettre à un procès combien périlleux pour la classe politique. C'est là l'in vraisemblable opération de «libération» menée comme une opération de basse police et le motif de l'indignation de la communauté canaque en métropole et de leurs amis.

A nouveau, pour maintenir la pression d'une violence virtuelle de l'Etat, le gouvernement Rocard laisse planer le risque d'une partition de la Nouvelle Calédonie en cas d'échec de son plan et l'indifférence manifestée par la métropole et dont témoigne d'abord le fort taux d'abstention au référendum du 6 novembre est davantage pour nous inquiéter que les différents que les Kanak entre eux sauront résoudre.

Sans doute conviendra-t-il de renforcer la mobilisation, mais aussi de s'inscrire en positif dans un processus de décolonisation (phase que l'on peut très bien considérer comme différenciée sur le plan économique et social de l'autre phase politique d'indépendance) au côté du peuple kanak.

Il ne peut s'agir d'être les promoteurs d'une indépendance visant à débarrasser la France du «problème kanak», aussi le processus de décolonisation devrait-il à la fois permettre de rétablir un cadre économique dévasté par le colonialisme et de permettre au peuple Kanak de rattrapper le retard où l'institution coloniale l'a contenue en matière d'accès aux connaissances techniques et culturelles du monde occidental dominant, monde qu'il devra être en mesure d'affronter dans l'indépendance.

Mais la question est alors de savoir si cette coopération peut être sans risque de visée néocoloniale et plus dramatiquement d'ethnocide culturel abandonnée à l'Etat? C'est aujourd'hui sans doute le défi lancé par l'histoire aux forces anti-colonialistes françaises.

Sans doute certains voient dans le découpage des régions l'amorce de la partition de l'île et les raccourcis historiques fleurissent même dans une certaine presse libertaire gauchisante. Mais nous n'en sommes pas là, 50 % de la population Kanak réside dans la

région Sud sans compter les liens économiques avec notamment les Iles Loyautés ce qui constitue un potentiel dynamique pour la lutte d'indépendance.

Les limites les plus aigües du plan Rocard — les accords de Matignon — que nous devons prioritairement affronter sont dans le statu-quo où est maintenu le cadre économique actuel, l'économie de comptoir ou encore le «national colonialisme» de Nouméa qui pervertit tout effort de développement autocentré et cela ne serait-ce qu'en matière de culture vivrière (les poulets congelés australiens ayant ainsi plus de succès que les élevages).

Nous devons donc être en mesure d'obliger l'Etat français de faire cesser les transferts justifiés par la pléthore de l'administration coloniale aussi bien que les avantages abusifs (salaires quasi doublés et absence de fiscalité alors même que l'état des routes ou l'absence d'électricité dans les villages est un anachronisme criant) qui entretiennent l'économie de comptoir nouméenne et représentent 30 % du PNB maintenant la Calédonie en état de non-développement (agriculture, 2 % du PNB) au profit des «services» vivant de la manne publique (45 % du PNB).

Un auteur soulignait récemment que l'emploi des femmes de ménage se plaçait en seconde position derrière l'emploi de l'industrie du nickel (quant à lui déjà fortement nationalisé) voilà qui constitue un beau motif de guerre coloniale!

Cette colonisation artificielle, reposant sur un véritable clientélisme politique pour les partis métropolitains et à l'intérieur de la société nouméenne caldoche doit nous conduire à dénoncer l'imagerie entretenue par les gouvernements successifs d'une colonisation de petits agriculteurs et éleveurs. L'élevage extensif pratiqué sur de vastes propriétés étant d'une productivité ridicule comparée même aux latifundias sud-américaines et propriété d'une poignée de Caldoches qui font de l'appropriation des terres une arme de guerre contre l'extension des réserves kanak comme le démontrait récemment sous tutelle de Chirac-



Pons la redistribution de 30 000 Ha du « domaine » à ceux-ci. Plus encore il nous faudra rappeler que le pillage de la principale ressource naturelle — et donc la principale ressource en devises d'une Kanaky indépendante — le nickel, est conduite par une entreprise « nationalisée » qui d'ailleurs n'hésita pas non plus, à l'instigation de Fabius-Creysson cette fois, à céder l'exploitation de gisements à l'entreprise Lafleur.

Les enjeux de la décolonisation sont donc précis et ils constituent tout autant un travail « sur » la société française, tant dans ses aspects politiques que contre le danger bien réel de ne voir les problèmes posés par la société Kanak qu'au travers de notre propre dynamique culturelle occidentale — fut-elle d'opposition —. L'histoire des luttes de décolonisation nous a fréquemment démontré combien la domination militaro-économique des métropoles s'accompagnait d'une égale prétention à la domination culturelle de ses schémas par les classes ouvrières occidentales. Dans les deux cas le propos est civilisateur ou émancipateur de cultures présentées comme archaïques. Trop souvent les principes guidant notre réflexion sur les mouvements sociaux ne peuvent s'abstraire d'un acquis spécifique à notre histoire particulière et dont

l'universalité peut être mise en doute, il y a indéniablement méfait des idéologies à l'encontre de tout effort de cohérence vis-à-vis de la réalité. Relevons les propos pseudo-scientifiques sur le « totalitarisme lignagier » qui manifestent d'une volonté pour le coup « a-historique » de magnifier le rôle du « m'as-tu vu », certains diront l'individu, dans les sociétés humaines (1).

Il en est ainsi, et de manière plus préoccupante, de la question « nationale » ou du mode de développement de l'économie sans doute précocement réglée « chez nous » et cela bien que le débat se poursuive au-delà de la 1ère internationale au détriment des identités culturelles nationales ou ethniques (?) non seulement à l'Est, mais encore en Corse par exemple. Mais la question de la pérennité des cadres sociaux économiques apparemment plus archaïques, et c'est le cas du problème corse, n'est pas exclusivement posé en référence au passé mais également par l'état de mal-développement où sont conduites de nombreuses régions « occidentales » désertées par la « marche du progrès ».

Sans doute certains « marxiens » et pour le cas ce terme traduit-il pleinement l'éloignement de notre réalité planétaire ont-ils concus le projet de s'appuyer sur le laminage et la décul-

turation menée par les sociétés marchandes, mais cette déculculturation n'est pas seulement conduite contre les aspects mythiques et donc considérés comme « aliénants » mais encore contre les structurations économiques liées conduisant à de véritables génocides (famines, etc.). A ce stade de « réflexion », l'humanité est réduite à l'état d'objet d'une spéculation intellectuelle devenue totalitaire et pour le cas la marginalisation dans les ghettos anglo-saxons serait le stade d'un ultime progrès où l'humanité serait enfin débarrassée de toute sociabilité « non radicale ». Ce serait peut-être également le fond d'un certain internationalisme qui fut sans doute aussi le cadre de nos échecs comme la question marocaine dans la guerre civile d'Espagne. C'est de fait ce qui devrait permettre de justifier d'un débat dont le cœur est aujourd'hui la Kanaky.

Y.D. Lyon 7.12.88

(1) *Le Magazine littéraire* nov. 88.

# LOUIS

**M**oi, je les appelle les anarchistes de cœur. Ce sont des hommes et des femmes qui brandissent un drapeau pour crier leur amour de la vie.

Louis était de ceux-ci.

Lorsque nous nous voyions à Clermont Ferrand, nos

discussions n'étaient pas liées à une idée politique qui se serait acharnée à récupérer des morceaux de pouvoir. Nous essayions toujours à regarder plus loin : vers cet utopique espace que nous avions goûté ensemble à Venise, avec des centaines de libertaires du monde entier.

Louis, lorsqu'il arrivait au local du 13 rue Pierre Blanc, était porteur d'une volonté et d'un espoir qui sont souvent liés à l'idée qu'on se fait de la jeunesse : peut-être n'avait-il jamais commencé à vieillir. Lorsque nous parlions de ses activités, des nôtres, il s'y intéressait comme si nous devions réaliser des merveilles pour qu'écluse l'utopie, dans toutes les *combes* du monde.

Louis, anarchiste militant, dont le militantisme n'a pas faibli depuis une trentaine d'années, mais aussi anarchiste de sentiments, de pulsions, de réflexions. Son recueil de nouvelles (1) nous le montre capable de retrouver l'utopie dans un imaginaire, aussi peu loin du réel que toutes les expériences libertaires vécues dans le monde depuis plus d'un siècle et demi.

Comme chacun d'entre nous, Louis avait sa vision du monde, de la vie, de la politique. Cette vision, il l'a transmise dans ses nouvelles, et dans un roman qui reste inédit. Un autre ouvrage,

consacré à l'histoire du mouvement anarchiste à Clermont et dans sa région vient de paraître (2).

Louis avait confiance dans les hommes et les femmes ; il avait confiance dans les possibilités créatrices des idées libertaires.

Il aimait tellement la vie, qu'il avait décidé de créer une association pour le droit au suicide...

En fait, qui connaissait Louis, le voyait toujours en mouvement, plein de vie, prêt à tirer la charrette pour amener sur la place publique nos idées : ces idées.

Louis, tu nous manques...

IRL

Louis Ségéral est mort le 25 novembre 1988.

(1) Pour tous ceux et celles qui voudraient lire « Les nouvelles de la Combe », nous proposons de leur envoyer un exemplaire (joindre 7,50 F pour l'expédition — ACL, 13 rue Pierre Blanc 69001 Lyon)

(2) S'adresser à l'Athénéo, rue de l'Ange, 63 Clermont Ferrand.

# LA PRIMAVERA

Visiblement les medias occidentaux, et même specialisés dans la critique de l'URSS, sont dépassés par la perestroïka et ses retombées imprévisibles et de plus en plus hardies, qui semble également échapper - par moments - au groupe de Gorbatchev. Deux facteurs d'accélération indéniable ont été le séisme d'Arménie et la *semaine de la conscience* en décembre.

Jusqu' alors, les informations étaient très disparates, selon les sources. « Etudes soviétiques » est publiée à Paris, mais sans aucun doute avec le nihil obstat de l'agence soviétique de presse Novosti. On y lit des résumés de la presse soviétique. On y apprend cependant (N. d'octobre) qu'un certain nombre de publications dénoncent la *prostitution* et proposent une loi pour « créer une espèce de *police de moeurs*. » Des brochures à commander séparément abordent directement des sujets tabous: les *élections*, « La nouveauté c'est que les candidats sont plus nombreux que les sièges à pourvoir » (1); la *jeunesse*, les *lubers* (skins soviétiques), la toxicomanie qui serait encore faible (1 pour 2500 habitants, à Moscou) (2); les *bureaucrates*, « La pénurie engendre la bureaucratie, celle-ci secrète la pénurie ». « Dans l'économie, la principale forme de lutte contre le bureaucratisme, c'est l'autogestion des entreprises, leur passage à l'autonomie financière intégrale (...) » (3). Cet afflux d'informations de provenance soviétique officielle fait écrire à la dissidente exilée en 1981, Renata Lesnik, auteur de « Ici Moscou », 1982, Hachette, « Aujourd'hui, comparé aux torrents d'articles qui paraissent dans la presse soviétique, mon pauvre livre ne fait que pâle figure » (4). On constate aussi un recul d'informations sur l'Urss dans « La Nouvelle Alternative » (N. 12, Déc 89). La revue libertaire « Iztok » continue d'informer (5).

« Pravda International » est officiellement publié à Londres avec le concours de Novosti, mais le choix frappe. Une interview du chef du KGB (octobre) indique les mesures de démocratisation du KGB, qui fut touché par la répression stalinienne. Tout en répétant l'importance du rôle actuel du KGB dans la lutte contre le contre-espionnage, le chef reconnaît : « Avec le parti et les citoyens, nous sommes en train d'essayer de réhabiliter la bonne réputation de chaque victime innocente ». Et les deux interviewers de « Pravda » ne posent aucune question. Par contre, les journalistes et l'interviewé sont nettement plus dynamiques avec une première évocation de « Meurtre des campagnes » sur la collectivisation stalinienne. De très nombreux détails sont fournis, comme par exemple : « En 1929, il y eut au moins 1300 insur-

réctions de Kulaks (petits paysans) ». La deuxième livraison s'intitule : « Récolte de la lugubre moisson ». Outre que les questions et les réponses sont directes, un facteur nouveau intervient. « — Quel fut le nombre total de familles expropriées? (...) Environ 400 000- 450 000 familles (...) Au total, il y eut à peu près un million de paysans éliminés ». Les chiffres sont obscurs : une famille avait combien de personnes? Les parents et leurs enfants, ou les parents, les grand-parents, les enfants, voire cousins? Les journalistes, sans malheureusement s'arrêter à ce problème, déclarent : « La page la plus tragique de cette histoire est la famine qui toucha le pays en 1932-1933. Pendant longtemps, il était même interdit d'y faire allusion ». Les auteurs expliquent que les normes du plan étaient élevées afin de saisir le blé : « Les devises étrangères étaient nécessaires pour acquérir des équipements industriels. Le seul moyen d'en obtenir était de vendre du blé. A cette époque, il y avait la crise économique mondiale, et les prix du blé étaient astronomiques ». Certains dirigeants de fermes collectives permirent à la population de s'approvisionner un peu, pour ne pas déperir, malgré les ordres de Staline. Ils furent condamnés à au moins 10 ans d'emprisonnement. « Il est extraordinairement difficile de dénombrer le chiffre exact des personnes qui ont péri. Des soviétologues étrangers estiment les victimes à 13 millions de personnes (...) y compris 7 millions morts de faim ». D'autres soviétologues ne vont pas au-delà de 3-4 million de morts dans la famine. « Les sociologues soviétiques ont encore à faire un grand nombre de recherches avant de pouvoir dire quelques choses de sûr ». Cet aveu de l'historien V.P. Danilov et de l'économiste N.V. Teptsov, avec l'accord du directeur de l'Institut de Marxisme-Léninisme auprès du Comité Central du PC d'URSS, G.L. Smirnov est sidérant. Il revient à dire qu'on doit se fonder sur les spécialistes étrangers pour connaître le passé de l'Urss. C'est évident, mais écrit dans la « Pravda », ça frappe.

Le séisme et ses conséquences semblent avoir « plus profondément changé encore (le pays NDR) qu'en quatre ans de perestroïka (...) » note parfaitement Bernard Guetta dans « Le Monde » du 14-12-88. La T.V. soviétique a lourdement insisté sur le sous-développement de l'infrastructure médicale et l'inefficacité de l'aide dans le pays.

Le dernier événement important est péniblement évoqué dans « L'événement du Jeudi » (8-12-88), qui pointe le projecteur uniquement sur la visi-



te du trotskiste Broué à Moscou et ses contacts avec un groupe de victimes de la répression stalinienne. Le « Paris-Match » soviétique -Ogonok du 26-11-3-12, est beaucoup plus explicite. La journaliste Olga Nemirovskaya évoque une *semaine de la conscience*, organisée par la revue et le palais de la culture d'une usine d'ampoules électriques d'un quartier de Moscou, et la participation de la cellule locale du PC. La journaliste énumère les camps de concentration du Goulag et leur série de victimes. Elle insiste — astucieusement — sur la présence, apparemment à part égale, de membres du Parti et de non membres, de tchekistes et de non tchekistes. De nombreux cas sont évoqués en détail et on nous annonce la création d'un « Mémorial aux victimes de la répression stalinienne ». De nombreuses photos illustrent le local, dont les murs sont (étaient) couverts d'avis soit nécrologiques, soit de recherche. « Qui connaît mon père Serguei Alekseyevitch Zaïtev ? » et des détails biographiques; « Qui connaît Serge Ivanovitch Makeeva (...) en mai-juin 37 dans les caves de la Loubianka et de Boutirki, en Juillet-décembre 1937, et ensuite en exil, dans les sovkhos de production de viande de la région d'Aktuvinska, en camps. »

## LES NOUVELLES REPRESSIONS EN POLOGNE

Le 13 décembre 1988, un participant au Mouvement Liberté et Paix Krzysztof Galinski, a été arrêté et mis en prison à Opole. Toute l'affaire a commencé au mois de mars. Le 20 mars 1988, chez Krzysztof, il y avait une réception à laquelle participaient de nombreuses personnes. Le matin, une brigade anti-terroriste entra par effraction. Cette réception était organisée à l'occasion du premier jour du printemps. Tous ceux qui y participaient ont été détenus pendant 48 heures et condamnés à des peines d'amende. Chez Krzysztof, la police a trouvé 5 tracts végétariens et chez Wojciech Jankowski, un autre participant à la fête, deux perruques. Tous cela a donné lieu à une condamnation à 80 heures de travail obligatoire pour chacun. L'appel fut inefficace. En septembre, avant qu'ils commencent le troisième Noël hors de la maison. Cela prouve que la démocratisation et la libéralisation de la Pologne sont des processus superficiels destinés seulement à la propagande. Le gouvernement parle avec Walesa et le laisse aller à Paris. Tout cela est très bien, mais dans le même temps la majorité des participants au W.I.P. (Mouvement pour la Paix et la Liberté), se voit refuser leurs passeports; ils sont arrêtés ou emprisonnés. Klaudiusz Wesolek était condamné à deux semaines de prison pour avoir protesté au bureau des passeports. La police cherche encore Roland Kruk de Varsovie, Agnieszka Dojlido et Wojciech Jankowski de Gdansk, qui sont tous condamnés à des peines de prison.

Voici une image réelle de la perestroïka polonaise.

Anna du Mouvement Paix et Liberté de Varsovie

Une brève analyse des courants évoqués donne un rythme à quatre temps.

a) La perestroïka déclenche une pression critique des masees, qui veulent aller plus loin que les balises proposées.

b) Des individus sont désignés pour couper l'herbe sous les pieds des gêneurs, et les limites s'éloignent des textes de Gorbatchev.

c) Ces mêmes individus délimitent de nouvelles frontières qui ne vont guère au-delà de l'ère de Kroutchev, en soulignant que toutes les couches sociales ont souffert, dans et hors du Parti.

d) Ces limites sont directement mises en question par des nouveaux gêneurs, au nom du renouveau et de l'efficacité des rouages soviétiques quotidiens. Telle qu'elle est tenue en main — principalement dans la presse écrite —, la perestroïka ne risque pas de provoquer de gros dommages. On est loin des émissions de T.V. du printemps de Prague, interrogeant des victimes de l'ère stalinienne, qui désignaient leurs bourreaux. Ceux-ci, toujours en fonction, étaient présentés le lendemain. Ils chargeaient un individu plus élevé hiérarchiquement, également convoqué le lendemain. D'où des absences, des suicides, et l'impression de l'écroulement de toute fiabilité du régime. Il semble que le système visé

par Gorbatchev, plus que la Yougoslavie titiste des années 50-70 (ma première interprétation), soit maintenant l'Espagne de Juan Carlos. Le passage d'un cadre à 100% dictatorial à une démocratie de façade en crise économique et gérée par les socialistes est sûrement alléchant pour une bureaucratie usée mentalement (et déjà peu douée de part sa nature de cooptation par la corruption). Il suffirait — dans une prospective actuellement utopique — de passer la responsabilité de réformes hardies à des cadres sans Parti, qui donneraient un look démocratique et sauveraient la responsabilité du Régime. On peut aussi tomber dans une solution militaire turco-polonaise (voire péruvienne) qui imposerait des réformes dans le silence.

Martin Zemliak.

### NOTES

1) Loukianov Anatoli « Pomouvoir la démocratie »

2) Mironenko Victor « Komsomom : créativité, initiative, responsabilité » 1987.

3) « Les bureaucrates jugés par l'opinion public » 1988.

4) « L'autre Pravda » N° 10, p. 50.

5) Le dernier numéro est particulièrement important et apporte des données sur les Azeris.

## LES ANARCHISTES ET le moyen orient

Cette année 88, la presse libertaire, présente un certain nombre de positions quise résumément simplement. « Une condamnation de la politique de l'Etat d'Israël nette et sans appel », d'une part, et parfois une information importante sur les Palestiniens. Si on prend les textes plus en détails, certains aspects sont intéressants.

Le 14 avril à Turin, deux bombes ont explosé contre une librairie et une personnalité pro-juive, au nom du « Groupe Anarchiste Révolutionnaire » qui ajoute « vive l'OLP! Vive le peuple palestinien! ». Cette action d'un groupe inconnu jusqu'alors a été clairement condamnée par les anarchistes italiens, (sauf ceux qui sont proches de la revue *Anarchismo* et du mensuel *Provocazione N.D.R.*), avec des arguments comme : « Le peuple israélien qui a vu dans le passé une forte composante anarchiste dans le mouvement ouvrier yiddish, qui a eu de grandes connotations libertaires dans l'esprit autogestionnaire qui a caractérisé la formation des kibboutzims; il n'est pas « conforme aux principes anarchistes d'adhérer à la politique militaire de l'OLP ». Tout ceci étant rapporté par *A rivista anarchica* n° 155, mai 88. On peut renforcer ce dernier argument par une position du numéro suivant de la même revue sur l'absence de ramifications libertaires dans la culture des Palestiniens et des Arabes (même si l'auteur avoue son ignorance en matière, lettre de S. Vaccaro).

A propos des Arabes et de l'anarchie, on peut remarquer que les groupes anarchistes en Egypte et en Algérie, soit au début du siècle, soit avant 39, étaient foncièrement italiens ou des Français originaires de métropole. Quant à la CNT espagnole, dans la zone du Maroc à Tétouan, elle a toujours été marginale par rapport aux Arabes (voir *IRL* n° 51), de 1909 à 1936, et je crois qu'elle a chèrement payé cette erreur éthique et tactique. Par contre, on relève des traductions et des réflexions sur l'anarchisme de la part de certains intellectuels arabes depuis 68. (Pour des renseignements, écrire à Abdel c/o *IRL* 13, rue P. Blanc 69001 Lyon).

Pour Israël, Esaü, dans « *Courant Alternatif* de Juin 88, donne une analyse irréprochable du « stalinisme juif », ou sioniste. On peut noter que les ca-

marades libertaire israéliens sont discrets aussi bien sur leur pratique que pour informer. Par contre, en lisant Noam Chomsky on acquiert suffisamment de données pour perdre toute illusion sur le système israélien : trafic d'armes avec les pays les plus corrompus du monde, depuis des dizaines d'années (y compris les pays antisémites, l'Argentine des généraux, l'Afrique du Sud, l'Iran); terrorisme systématique : prises d'otages, attentats antisémites en pays arabes (Egypte, Irak) soit pour forcer les juifs locaux à émigrer en Israël, soit pour dévier la politique U.S. vers ce pays, assassinations de dirigeants de l'OLP, bombardements de zones peuplées uniquement par des civils palestiniens; prostitution des kibboutzim : « En Israël, par exemple, le kibboutz Beit Alpha (le plus ancien de la branche de gauche dans le mouvement kiboutzinique associée aux colombes du parti MAPAM) fournit des voitures blindées aux forces intérieures de sécurité d'Afrique du Sud. Mais le secrétaire du kibboutz ne voit « pas de problème » à envoyer à l'armée sud-africaine ou israélienne des voitures blindées pour contrôler les manifestants africains et arabes; cependant, il dit que le kibboutz a certains critères: « Notre décision est de ne pas faire de commerce avec le Chili ou le Nicaragua ou d'autres Etats totalitaires ». Déclaration de 1987, citée par Chomsky dans « *The Culture of terrorism* », 1988, p. 110-111. Perversion du sionisme lorsqu'il est interprété comme l'union à Sion (Palestine) des sémites — Arabes et Juifs —, contre les exploitateurs arabes, juifs et autres.

On peut remarquer que le mythe des kibboutzim, oasis autogestionnaires, occulte totalement deux problèmes. Le premier est l'utilisation de la main d'œuvre non kiboutziniqne, en particulier arabe; ainsi que le refus d'inclure les Palestiniens dans ce système socialiste (!). Le second est que — comme les coopératives en système capitaliste —, on peut avoir une gestion autogestionnaire et élaborer une production qui maintient le capitalisme. C'est là que se trouve toute la différence entre l'autogestion révolutionnaire et l'autogestion « goutte à goutte », pour reprendre le titre d'un livre de Daniel Mothé. Dernière remarque, lors du colloque d'avril 1987 sur Technologie et Liberté, organisé à Lisbonne par des camarades, un participant israélien d'un kibboutz — Avraham Yassowr — a réussi à écrire

une vingtaine de pages sur « l'individu et le collectif dans la pensée sociale » où il n'y a aucune allusion à rien de ce qui se passe en Israël. Pourtant Chomsky remarque que c'est en se fondant sur des lois anglaises des années 40 pour museler la presse juive, que les forces de répression israéliennes interdisent la presse arabe dans le pays. Bel exemple d'individuel et de collectif dans la pensée sociale!

Il existe cependant des libertaires pro-israéliens et anti-palestiniens qui défendent leurs position. Malheureusement, ils le font en faussant les données historiques élémentaires. C'est le cas d'Heiner Koechlin dans « *Guangara Libertaria* », auquel la rédaction répond que « tous les peuples de la terre ont le même droit à la liberté, à l'intégrité physique et à l'indépendance politique » (n. 35, été 88). C'est aussi le cas d'Arturo schwartz — bien que pacifiste et partisan du dialogue — dans *Rivista A* (n. 154, mai 88). Des étudiants palestiniens de Foligno lui répondent dans le n. 157 (juillet). La même lettre est publiée dans « *Provocazione* » (n. 15 juillet), avec une présentation du groupe anarchiste de Foligno, qui trouve « désolants » les articles publiés par les anarchistes (italiens) sur le problème palestinien. Ces camarades ajoutent qu'ils y sentent une « puanteur de racisme ». La lettre en question reprend des points historiques, les seuls aspects qui m'ont paru intéressants sont que 30% des Palestiniens sont chrétiens et que 5% sont des juifs (également privés de leur terre en 1948) dont une partie est dans l'OLP. La conclusion insiste sur la volonté de créer un Etat multinational (laïc).

« Depuis quelques mois, « *Courant Alternatif* » a fait un travail d'information important sur la question palestinienne. Cela n'est pas suffisant. Il faut apporter un soutien concret. » (extrait du programme du camping OCL, été 88, cité dans C.L. de juin 88). On se retrouve tout naturellement face à la question nationale, telle qu'elle se pose depuis un siècle. — L'appui critique de Kropotkine (« *Oeuvres* », p. 300-301) : « Dans une nation soumise à une autre, le progrès, la marche en avant sont étouffés en germe ».

— L'engagement direct, comme Bakounine, mais en Allemagne, en France, en Italie, il parlait la langue et pour la Pologne, il la saisissait; comme Malatesta en Yougoslavie, des Italiens en Crète, en sachant quelques mots.

— On se retrouve également comme face aux Algériens: soutenir ou participer, en étant totalement marginal, culturellement ou linguistiquement.

En fait, toute action libertaire sur le plan national suppose une présence préalable (comme actuelle-

ment en Catalogne, au Pays Basque, dans le Frioule, en Sicile, en Sardaigne, etc...), sinon il faut un lent travail d'osmose entre la mentalité anarchiste extérieure et les sympathies libertaires internes dans le mouvement national en question.

Très concrètement, la tradition arabe récente offre l'exemple des groupes communautaires babai, qui sont un syncrétisme religieux à la Tolstoï, mais qui intègre l'Islam, en refusant la hiérarchie. Et, bien entendu, ils souffrent de la répression, en Egypte. On a vu que des intellectuels arabes s'intéressent à l'anarchisme. C'est sans doute plus à partir d'une réflexion des Arabes eux-mêmes que les idées libertaires se développeront, que de poussées extérieures pouvant être rapides et éphémères (voir le soutien à la Pologne, depuis 1980). Mais il est certain qu'il y a des possibilités importantes en jeu.

*Frank Mintz*

## PARIA PUNK

Le 45 tours de PARIA PUNK est sorti. Il est disponible à la Gryffe, 5 rue Sébastien Gryphe, 69007 Lyon (15 francs) ou en écrivant à Corinne Monnet, 11 av. Bathélémy Buyer, 69005 Lyon (20 francs port compris). Le disque comprend les textes en français et en anglais; la musique est réservée aux « initiés ».

## PAROLES D'UN ANARCHISTE

« Paroles d'un anarchiste », un entretien de 2 heures avec Maurice Joyeux, une réalisation du Centre Culturel Libertaire « Benoît Broutchoux », 1/2 rue du Péage, 59800 Lille. Chèques à l'ordre du Cercle d'Etudes Sociales (87 F les 2 cassettes port compris).

Continenter hoc

## NICARAGUA

Les premiers jours de juillet 89, je serai de retour au Nicaragua. Dans mes bagages, j'ai prévu d'emporter 12000 crayons (environ 12 kilos) qui seront remis aux écoliers nicaraguayens qui en ont tant besoin.

J'ai déjà collecté plus de 1000 de ces crayons publicitaires qu'ici on jette ou on oublie. Beaucoup portent la marque commerciale des sociétés multinationales qui pillent le tiers-monde; les distribuer là-bas sera une manière de rendre ce qui leur a été volé. J'ai besoin de votre aide. Faites-moi parvenir votre collecte de crayons, stylos, si petite soit-elle. Daniel Noël, 128 résidence le Pintey, avenue de la Roudet, 33500 Libourne.

## LES ANARCHISTES ET L'ORGANISATION

*Claude PARISSE*

**L**e reflux, ces dix dernières années, du vaste mouvement de contestation sociale né au cours des années soixante, commence, avec retard, à produire ses effets dans les formes d'engagement et d'organisation du mouvement libertaire: découragement, repli frileux et imaginaire sur les vieilles formules des regroupements idéologiques, etc...

Nous ne savons rien de l'avenir mais il serait dommage que le mouvement libertaire perde l'initiative de ses forces et de ses acquis théoriques et organisationnels antérieurs au moment même où, après plusieurs années de stagnation, les mouvements de contestation sociale risquent de se développer de nouveau.

Il semble qu'une discussion commence à s'engager un peu partout en France. Cette brochure veut y contribuer à partir de l'expérience du mouvement libertaire à Lyon (1975-1989).

Cette brochure de 50 à 60 pages, paraîtra courant février 89 (40F).



# NE PAS SE SUPPLIER

S.V.P.

